REPUBLIQUE DU SENEGAL
REGION DE SAINT-LOUIS
DEPARTEMENT DE PODOR
ARRONDISSEMENT DE GAMADJI SARE
COMMUNAUTE RURALE DE GAMADJI SARE

PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPEMENT LOCAL
(PNDL)

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE RURALE DE GAMADJI SARE

Accord de crédit n° 4166-sn
Financement : IDA/ETAT DU SENEGAL

© Mars 2010

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES 2
ABREVIATIONS 5
INTRODUCTION 6
I.1. PRINCIPES ET OBJECTIFS 6
I.2. STRATEGIE ET DEMARCHE 7
CARTE DE ZONAGE 10
II. PRESENTATION DE LA CR 11
II.1. PROFIL HISTORIQUE, GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF 11
II.1.1. PROFIL HISTORIQUE 11
II.1.2. PROFIL GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF 11
II.1.3. LES SOLS 12
II.1.4. RELIEF 14
II.1.5. CLIMAT- SAISON- HUMIDITE DE L'AIR ET VENTS DOMINANTS 15
II.1.6. PLUVIOMETRIE 16
II.1.7. HYDROGRAPHIE 17
II.1.8. HYDROLOGIE 17
II.1.9. VEGETATION 18
II.1.10. FAUNE 18
CARTE DE SOL 19
II.2. CARACTERISTIQUE HUMAINES 20
II.3. SECTEURS SOCIAUX 22
II.3.1. EDUCATION 22
II.3.1.1. LA SITUATION DU SOUS SECTEUR 22
II.3.1.2. LES CONTRAINTES DE L'EDUCTION 23
II.3.2. SANTE 24
II.3.3. HYDRAULIQUE 25
II.3.4. ENERGIE 26
II.3.5. FEMME, JEUNESSE, SPORT ET LOISIRS 27
II.3.6. VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION 28
II.3.7. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES 28
CARTE D'EQUIPEMENT 30
II.4. SYNTHESE SUR L'EDUCATION, LA SANTE ET L'HYDRAULIQUE SELON LES OMD. 31
II.4.1. EDUCATION 31
II.4.2. SANTE 32

II.4.3. HYDRAULIQUE 32
II.5. DONNEES ECONOMIQUES 33
II.5.1. AGRICULTURE 33
II.5.2. ELEVAGE 34
II.5.3. EAUX ET FORETS 35
II.5.4. PECHE 35
II.5.5. TOURISME 36
II.5.6. ARTISANAT 36
III. ANALYSE DIAGNOSTIQUE DES SECTEURS SOCIAUX 37
III.1. EDUCATION ET FORMATION 37
III.2. SANTE ET ACTION SOCIALE 38
III.3. HYDRAULIQUE 40
III.4. ENERGIE 41
III.5. FEMME, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE 41
III.6. ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES 43
III.7. SECURITE ET PROTECTION SOCIALE 44
IV. DIAGNOSTIC DES ACTIVITES ECONOMIQUES 45
IV.1. L'AGRICULTURE 45
IV.1.1. L'AGRICULTURE IRRIGUEE 45
IV.1.2. L'AGRICULTURE DE DECRUE 45
IV.1.3. L'AGRICULTURE SOUS PLUIE 46
IV.2. L'ELEVAGE 47
IV.3. LA PECHE 48
IV.4. L'ARTISANAT 49
IV.5. LE COMMERCE 49
IV.6. TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS 50
IV.7. EPARGNE ET CREDIT 50
V. DYNAMIQUE ORGANISATIONNELLE 51
V.1. LE CONSEIL RURAL 51
V.1.1. LES ORGANES 51
V.1.2. L'ORGANE EXECUTIF 51
V.1.3. LES RESSOURCES FINANCIERES DE LA COMMUNAUTE RURALE 52
V.2. LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE 53
V.3. LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES 54
V.4. ONG ET ORGANISMES D'APPUI 54
VI. PERSPECTIVE DE DEVELOPPEEMNT 55

VI.1. LA ZONE ILE AMORPHILE 55
VI.2. LA ZONE JEERI 55
VI.3. ENJEUX DU DEVELOPPEMENT LOCAL DE LA CR 57
VI.4. ORIENTATIONS ET LIGNES D'ACTION 61
VI.4.1. AXES STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT 61
VI.4.2. LA PROGRAMMATION DES ACTIONS 2010/2015 62
VI.5. EVALUATION FINANCIERE ANNUELLE DES ACTIONS PAR DOMAINES 73
VI.6. FINANCEMENT ACQUIS EN 2010 75
VI.7. FINANCEMENT A RECHERCHER : 717 875 000 FCFA. 76
VII. LES MECANISMES /STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI- EVALUATION DU PLD ... 77
VII.1. CONDUITE DU PROGRAMME 77
VII.2. LES CADRES DE CONCERTATION 77
VII.2.1. LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES 78
VII.2.2. LE SUIVI DES ACTIONS 78
VII.2.3. L'AUTO- EVALUATION 78
VII.2.4. L'EVALUATION EXTERNE 79
VII.2.5. L'AUDIT DES COMPTES 79
VII.3. PARTENARIAT AVEC LES INTERVENANTS EXTERIEURS 79
CONCLUSION 80
ANNEXE : FICHES DE QUELQUES PROJETS 81

ABREVIATIONS

ANCAR: Agence national du Conseil agricole et rural

AIV : Association Inter- Villageoises

ARD : Agence Régionale de Développement

ASC : Agent de Santé Communautaire

AVD : Association Villageoise de Développement

CEP : Commission Elargie de Planification

CERP : Centre d'Expansion Rurale Polyvalent

CNCAS : Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal

CR : Communauté Rurale

FAFD : Fédération des Associations du Fouta pour le Développement

FSD : Fedde Services - Développement

GMP : Groupe Motopompe

GPF : Groupement de Promotion Féminine

ICP : Infirmier Chef de Poste

MJC : Maison des Jeunes et de la Culture

OCB : Organisation Communautaire de Base

PAPA : Programme d'Appui pour le Plan d'Action en Alphabétisation

PIA : Plan d'Investissement Annuel

PIL : Plan d'Investissement Local

PIP : Programme Intégré de Podor

PLD : Plan Local de Développement

POAS : Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols

PSIDEL : Programme de Soutien aux Initiatives de Développement Local

SAED : Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta

SFD : Services Financiers Décentralisés

INTRODUCTION

I.1. PRINCIPES ET OBJECTIFS

Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités d'une localité. Il se caractérise comme étant la mise en œuvre d'un projet de société intégrant les aspects économiques, sociaux, culturels, sanitaires, etc. La planification de ce processus apparaît comme un exercice d'anticipations réalistes des perspectives de développement à travers un ensemble de méthodes et de procédés de mise en œuvre de moyens dans un espace temporel bien défini.

La planification locale est une approche participative et concertée cherchant à amener les collectivités locales à fixer leurs objectifs de développement compte tenu de leurs contraintes et à essayer de résoudre les problèmes en s'appuyant sur leurs ressources propres mais également sur d'autres ressources d'appoint mobilisées par des partenaires au développement.

Cette démarche permet d'avoir une approche globale pour une meilleure prise en charge des problèmes et des contraintes liés au développement local. Elle a l'avantage également de rompre avec la gestion des investissements réalisés au coup par coup et dispersés.

Les principes directeurs de l'exercice de la planification locale sont guidés par les différents textes qui constituent le fondement juridique des entités décentralisées[1]. Dès lors, le principe de la libre administration implique que les élus puissent prendre librement leurs décisions mais qu'ils en soient responsables. En effet, la planification locale doit être conçue pour permettre de satisfaire rationnellement les besoins des populations.

C'est pourquoi, l'élaboration du plan local de développement enclenchée dans la communauté rurale de Gamadji Saré et appuyée par le FSD en qualité d'opérateur du Programme National de Développement Locale (PNDL), s'appuie sur une démarche participative impliquant l'ensemble des acteurs locaux aux différents niveaux du processus.

Cependant, il est important de signaler que la communauté rurale de Gamadji Saré n'est pas vierge en matière de planification locale. En effet, elle dispose d'un PLD datant de 1996, élaboré avec l'appui et la contribution de la fondation KONRAD ADENAUER.

[1] **Loi n° 96 – 06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales ;**
Loi n° 96 – 07 du 22 mars 1996 portant transfert des compétences aux collectivités locales ;
Décret n° 96 – 1122 et 96 – 1123 du 27 décembre 1996 relatives aux conventions types et les modalités d'utilisation des services extérieurs de l'Etat ;
Décret n° 96 – 1133 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux collectivités locales en matière de planification.

L'objectif général du plan de développement local de la communauté rurale de Gamadji Saré est de servir de cadre de référence et d'orientation de la politique de développement que compte mettre en œuvre le conseil rural issu des élections du 22 mars 2009. Il doit constituer un élément de rupture d'avec les anciens plans souvent critiqués d'être une sommation d'activités dans le temps et résultant d'une simple expression des besoins et des préoccupations des populations, sans une mise en relation avec les potentialités et opportunités de la collectivité. Aussi, ces plans se construisaient sans tenir compte de l'environnement institutionnel, économique et social dans lequel évolue la collectivité.

Pour ce faire, le modèle conceptuel de ce plan local de développement repose sur une implication forte des acteurs locaux dans l'analyse de la situation réelle à laquelle ils sont confrontés et dans la formulation des voies et moyens pour les contourner. Le processus d'élaboration a mis l'accent sur le réalisme dans la fixation des objectifs stratégiques, la clarification des rôles et responsabilités des différents acteurs locaux, mais et surtout sur la définition des défis de changement visés par la collectivité à travers les actions retenues dans le plan.

De manière spécifique, le plan de développement local de la communauté de Gamadji Saré devra découler d'une vision pratique collective de tous les acteurs. En ce sens, il est un cadre opérationnel de mobilisation des ressources matérielles, humaines et financières dans le but de réaliser les espoirs et les aspirations de toute la collectivité.

I.2. STRATEGIE ET DEMARCHE

Le PLD vise, à partir d'un diagnostic de la CR, à identifier un ensemble de projets prioritaires pour l'amélioration de la desserte en infrastructures et équipements de superstructures de la communauté rurale.

La mise en œuvre de la mission repose sur une approche participative qui favorise l'autopromotion rurale et l'autogestion durable des ressources naturelles et des potentialités socio-économiques par les populations bénéficiaires. Cette démarche consiste en un processus dynamique qui s'appuie sur un partage de responsabilités entre les différents partenaires. Il vise un renforcement de la prise de décision et de la prise en charge des réalisations par les acteurs locaux notamment le Conseil Rural. En d'autres termes, elle implique voire responsabilise les populations aux différents niveaux et étapes du processus, du diagnostic jusqu'au suivi/évaluation des projets, …

La stratégie est ainsi composée d'étapes interactives et itératives, qui peuvent être résumées comme suit :

- information/sensibilisation ;
- documentation sur les données secondaires ;
- diagnostic participatif ;
- rédaction du plan.

- **L'ATELIER D'INFORMATION/SENSIBILISATION**

L'atelier de sensibilisation a été l'occasion de réunir l'ensemble des chefs de village, les membres du Conseil Rural, les autorités administratives, les services techniques, les représentants des associations et groupements et tous les intervenants (les ONG, les projets, etc.). Ces différents partenaires ont été informés et sensibilisés sur la philosophie et la démarche du PNDL et sur les actions futures au niveau de la CR (élaboration des PLD, PIL et PAI, …) pour permettre un processus d'élaboration du PLD basé sur l'adhésion de la population bénéficiaire pour une appropriation du travail à accomplir et des projets à réaliser.

- **COLLECTE ET SYNTHESE DES DONNEES SECONDAIRES**

Cette revue documentaire a consisté à rassembler toutes les informations concernant la CR, auprès des services techniques, de la statistique, des Organisations Non Gouvernementales (ONG), du Comité d'Appui au Développement Local (CADL), des projets de développement et particulièrement au niveau de l'Agence Régionale de Développement (ARD).

Ce qui a permis d'établir l'état des lieux sur l'existant en termes de réalisations dans tous les secteurs et d'identifier les trois zones traditionnellement établies dans la communauté rurale pour ensuite les reconduire. Par ailleurs, ce travail a été aussi effectué avec l'aide d'enquêtes pour réactualiser certaines données du PLD précédent. D'où en sort la situation de référence de la communauté rurale, point de départ de l'élaboration du présent PLD.

- **LES ENQUETES DE DIAGNOSTIC**

La phase de diagnostic représente une partie déterminante de la démarche. En effet, une analyse rétrospective et très fouillée des différentes composantes du milieu a été effectuée (milieu physique, activités socio-économiques, dynamique organisationnelle, …) avec les villageois, dans le but d'identifier les ressources et potentialités dont disposent la CR, mais aussi les contraintes des différents systèmes de production.

Les enquêtes ont été menées sous formes d'assemblées villageoises, de focus-groups et d'interviews de personnes-ressources. Les outils de diagnostic MARP les plus pertinents pour recueillir les informations ont été utilisés. Ces outils sont pour la plupart des représentations graphiques maîtrisables par la population rurale. Ils sont générateurs d'informations pertinentes et fiables en très peu de temps.

Les enquêtes participatives ont permis de comprendre l'évolution des systèmes de production et de faire ressortir les grandes problématiques et de les analyser. Ce diagnostic concerté a été effectué dans un cadre interactif et itératif, où la restitution permanente des informations à la population pour les confirmer, les infirmer ou les compléter en suivait.

Une attention toute particulière a été accordée à l'analyse sociale, du genre, de l'énergie et au changement climatique afin que toutes les catégories sociales et socioprofessionnelles soient prises en compte dans le processus et que les activités à mener puissent prendre en compte les changements climatiques, la problématique énergétique et profitent avant tout aux couches sociales les plus défavorisées, notamment les femmes et les jeunes.

Les enquêtes ont été également réalisées dans l'objectif d'évaluer le niveau d'équipement et la fonctionnalité des infrastructures de la Communauté Rurale.

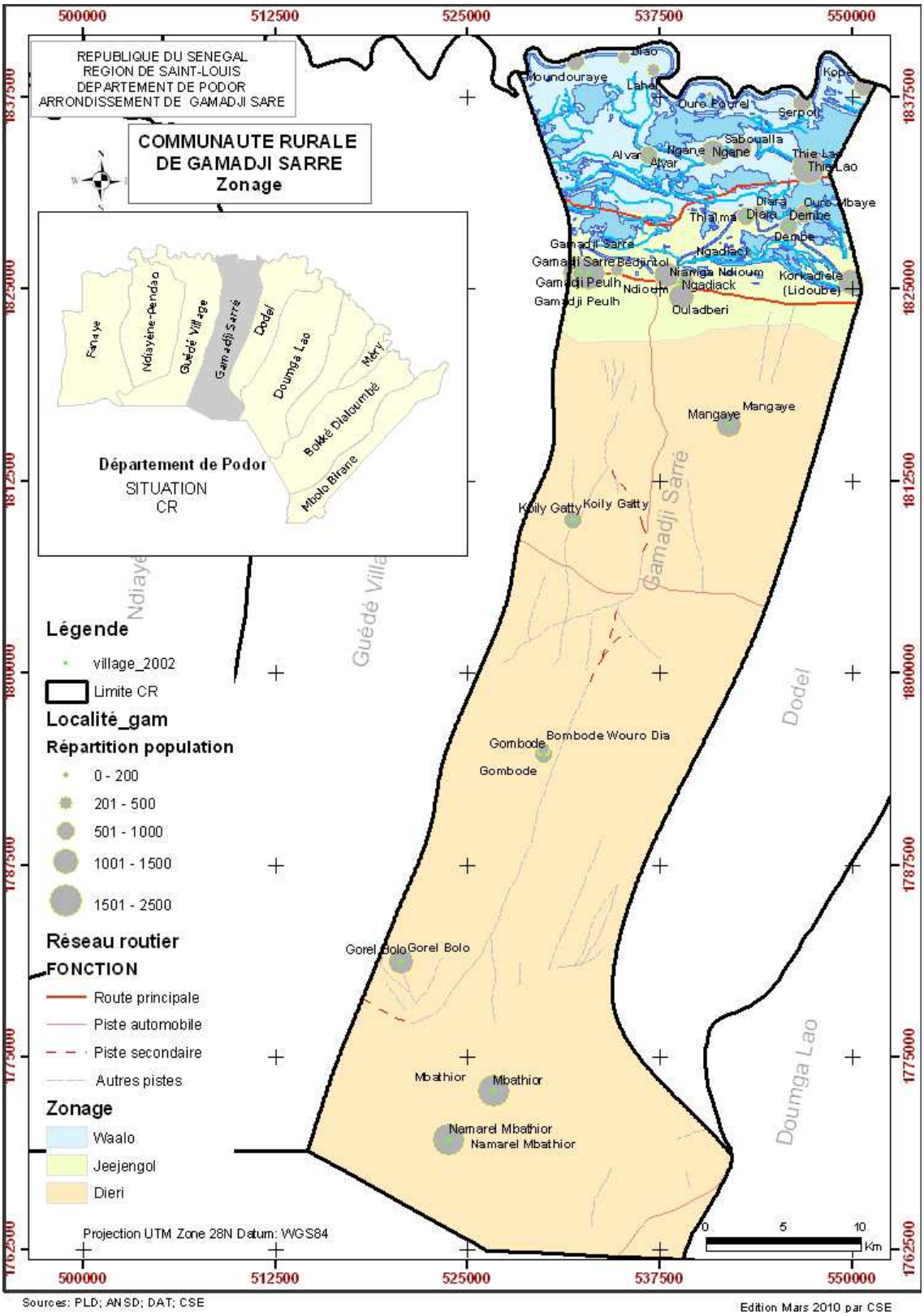
- **LE ZONAGE DE LA COMMUNAUTE RURALE**

Dans la Communauté Rurale de Gamadji Saré, le Zonage a été effectué selon le découpage traditionnel, identifiant trois zones dont le Waalo, le Jeeri et la zone Intermédiaire.

Ce zonage permet dans la logique du processus participatif de choisir les terroirs à diagnostiquer selon des critères de fonctionnalité.

Au sein de ces zones, les villages représentatifs ont été choisis pour le diagnostic avec les populations en tenant compte de la perception spatiale qu'elles ont de leur milieu et de leur appartenance au même terroir symbolisée par une identité physique (topographique, pédologique…), socioculturelle…

Carte de zonage



II. PRESENTATION DE LA CR

II.1.PROFIL HISTORIQUE, GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF

II.1.1. Profil historique

Fondé par Soye Malick Bâ et Hameth Samba Anne, les premiers occupants du village de Gamadji Saré seraient des originaires de l'est et s'étaient établis de l'autre coté de la rive gauche du Doué).

Selon des sources autochtones, le nom dont porte la communauté rurale vient de la position du village de Gamadji Saré, chef lieu de la communauté rurale. En effet, Gamadji serait une déformation du mot « Gamaya » qui signifie de l'autre coté du fleuve. Les premiers habitants en quittant ce coté actuel (rive droite du Doué) où se trouve le village de Gamadji, répondaient à ceux de l'autre coté, « gamaya », quand il leurs demandaient leurs nouvelles habitations.

Créée en 1982, la communauté rurale de Gamadji a été marquée par plusieurs personnalités dont :

- Le vénéré Cheikh Al Islam Oumar Foutyou Tall, naquit à Alwar.
- Thierno Mama Aw
- Diom Racine Bâ premier chef du village

« Diom » signifiant le titre dont porte le chef de village.

II.1.2. Profil géographique et administratif

La communauté rurale de Gamadji Saré dans laquelle se trouve la commune de Ndioum, est située dans l'extrême Nord du pays où elle occupe la position centrale dans l'arrondissement du même nom.

La communauté rurale de Gamadji Saré est limitée :

- au Nord par le fleuve Sénégal,
- à l'Est par la CR de Dodel,
- au Sud par la CR de Labdar (département de Linguère)
- et à l'Ouest par la CR de Guédé Village

Elle couvre une superficie de 1424 km² soit 36.1% de la superficie de l'arrondissement et occupe la deuxième position après Guédé village.

Dans la CR de Gamadji Saré, la dynamique de développement est caractérisée par trois facteurs :

- La route nationale N°2 qui la traverse
- L'existence d'un fleuve et de ses affluents
- Et la polarisation de la commune de Ndioum pourvue d'infrastructures et équipements nécessaires.

1. **La zone Waalo**

Elle compte 10 villages dans l'Ile A Morphyle et dispose de vastes terres fertiles aptes à la culture irriguée et de décrue. Son économie est donc conditionnée par les aménagements hydro agricoles qui s'y développent mais également par la crue.

La zone est également caractérisée par l'existence des 4 forêts classées de la CR.

La végétation y est peu dense et les massifs forestiers de Gonakiers ont presque disparu. L'habitat y est groupé et les constructions sont généralement en banco et sont revêtues d'un enduit en ciment.

2. **La zone Intermédiaire**

Située sur l'axe dit Jeejengol, cette zone compte 4 villages dont le chef lieu de la CR. Elle a la particularité de détenir tous les infrastructures et équipements que possède la CR. Elle a presque les mêmes particularités que la zone du Waalo.

3. **La zone Jeeri**

Elle couvre une superficie qui fait approximativement 80.12% de la superficie de la CR. Elle compte 9 villages peuplés essentiellement de Peulh.

Ces villages sont pour la plupart constituées d'hameaux et dispersés en fonction des saisons, de l'état des lieux de pâturage et des points d'eau.

La zone Jeeri est une plaine au relief peu accidenté, à climat Sahélo- Sahélien dont les pluies, en raison de leur rareté, constituent une contrainte majeure au développement du milieu.

C'est aussi une zone à vocation essentiellement pastorale, où les activités d'élevage mobilisent presque 80% de la population active.

La zone Jeeri est également caractérisée par :

- L'absence de forets classée et de marres pouvant retenir l'eau pendant l'année
- La perméabilité des sols et leur pauvreté en matière organique ;
- Le dépeuplement des villages au profit du Waalo (sécurité alimentaire oblige)
- L'insuffisance des points d'abreuvement se traduisant par la transhumance vers les zones plus propices : Linguère, Kaolack et Tambacounda

II.1.3. Les sols

Les sols dans la CR sont classés selon leur position par rapport au fleuve et le niveau de ses crues.

La zone dite Waalo désigne l'ensemble des terres circonscrites au lit majeur du fleuve est plus ou moins inondées par la crue annuelle.

Dans ce micro relief, les sols sont classés par :

Falo ou **Palé :** ce sont des terres berges du lit mineur. Elle couvre une superficie de 24,3 ha soit 0.18% des terres du Waalo à sols silico- argileux à humifères.

Hollaldé : Ce sont des terres argileuses des cuvettes d'inondation et de décantation. Elles sont plus ou moins inondées selon leur côté.

Fondé : ce sont des terres limoneuses des bourrelets de berges. Elles ne sont inondées que par les crues fortes.

Par contre, le Jeeri est marquée par les terres situées hors des zones d'inondation des crues.

Le Jeeri couvre une superficie de 953 km² soit 67% environ de la CR.

Dans ce micro relief, la terre est subdivisée en différentes catégories de sols selon leurs caractéristiques, en :

Seno : généralement considéré comme des terres fertiles

Niaroual : c'est un sol sablo- argileux de texture plus fine que le Seno

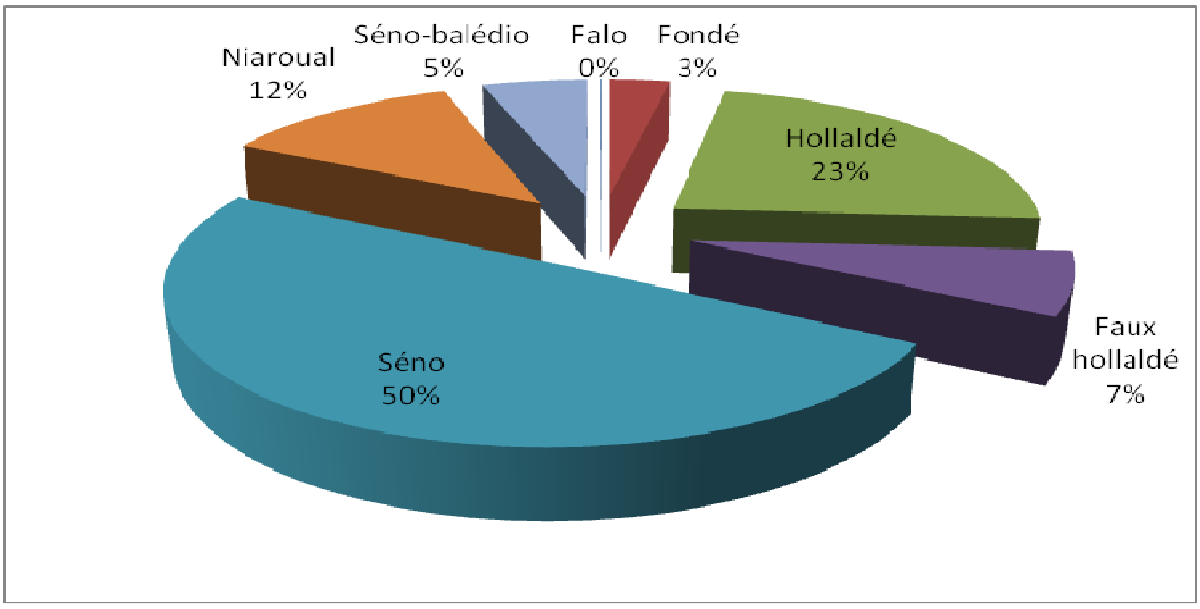
Seno-balédio : c'est un sol intermédiaire entre les deux précédents. Il est sablo argileux noir ou beige

Fondé : il est identique au fond du Waalo lorsqu'il est inondé.

Tableau récapitulatif des types sols

Collectivité locale		**Gamadji Saré**	
Zones écologiques	**Types de sols**	**%**	**Superficie (km²)**
Waalo	Falo	0,05	0,67
	Fondé	3,09	43,97
	Hollaldé	22,86	325,50
Jejengol	Faux hollaldé	7,00	99,65
Jeeri	Séno	49,58	705,82
	Niaroual	12,06	171,69
	Séno-balédio	5,36	76,30
Total		**100,00**	**1423,60**

Source : revue documentaire pour l'élaboration du PLD Gamadji



Répartition des terres par rapport à l'arrondissement

Zones écologiques	Gamadji Saré	Arrondissement
	En superficie (km²)	
Waalo	370,14	769,23
Jeejengol	99,65	284,38
Jeeri	953,81	2880,59
Superficie fleuve Sénégal	5,60	24,15
Superficie Gayo	4,80	15,00
Superficie Doué	5,10	29,60
Surfaces habitées	1,77	4,57
Surfaces cultivables	1410,30	3694,38
Surfaces forêts classées	166,31	220,77

***Source* : CADL**

Les ressources minières

Hormis la latérite, l'arrondissement regorge très peu de potentialités géologiques et minières exploitables.

II.1.4. Relief

Le relief y est peu accidenté et se caractérise par une platitude du Nord au Sud. Une légère inclinaison est à noter (4,5 cm/km) d'Ouest en Est.

Il existe dans la CR plusieurs dépressions.

II.1.5. Climat- saison- Humidité de l'air et vents dominants

- ✓ **Le climat**

Il est de type sahélien. Il est dominé par une longue saison sèche de 9 à 10 mois et d'une courte saison des pluies de 2 à 3 mois. La saison sèche s'étend généralement d'octobre à juillet alors que la saison pluvieuse s'étend essentiellement de juillet à octobre avec de fortes précipitations par moment.

- ✓ **Les saisons**

Elles sont subdivisées en deux saisons distinctes :

- une saison sèche de 9 à 10 mois (Octobre à Juillet)
- et une saison des pluies de 2 à 3 mois (Juillet à Septembre) avec de fortes précipitations permanentes

- ✓ **Les températures**

Les amplitudes thermiques sont importantes dans la communauté rurale. Les minima sont de 18°c entre décembre et janvier alors que les maxima dépassent fréquemment 42° c entre mai et juin.

- ✓ **Humidité de l'air**

Elle est souvent très basse en saison sèche (jusqu'en juin). Les déficits de saturation atteignent par moment des valeurs très importantes, c'est la période des vents d'Est ou harmattan, durant laquelle l'échaudage est inévitable.

- Les moyennes annuelles du nombre d'heure d'insolation sont de l'ordre de 3 000 h/an. La durée moyenne de l'insolation est partout supérieure ou égale à 8 h/j. l'insolation est notamment toujours plus faible en octobre et en novembre.
- Evaporation : elle est relativement très élevée. Elle l'est davantage en saison sèche qu'en saison pluvieuse. Elle est dans le Waalo, en moyenne, de 7,2 mm/j soit 2,6 m/an.

- ✓ **Vents**

Seul l'harmattan, vent du secteur de l'Est au Nord Est, a une incidence agricole notable : échaudage, vents de sable. On note aussi l'existence d'autres, tels que :

- L'alizé et la mousson : Ils sont de moindre importance et ne se signalent qu'en saison froide et en saison des pluies du fait de l'éloignement de l'océan. C'est durant ces périodes que les baisses de températures atteignent 15° c à 30° c.
- L'harmattan : Caractérisé par sa violence, il est chaud et sec. Il est le principal agent érosif de la zone et souffle en permanence de février à novembre entraînant d'importants nuages de poussières venant d'ouest. La température varie de 17° c à une canicule de 46° c (février à septembre).

Les vents chauds et secs atteignent des vitesses élevées entraînant une forte évapotranspiration, des vents de sables aggravant d'autant les risques d'échaudage et limitant les possibilités d'irrigation par aspersion.

II.1.6. Pluviométrie

La CRG est comprise dans l'isohyète 300. A l'instar de la zone sahélienne, la pluviométrie est marquée par un régime de pluie aléatoire et profondément perturbé depuis plus de deux décennies.

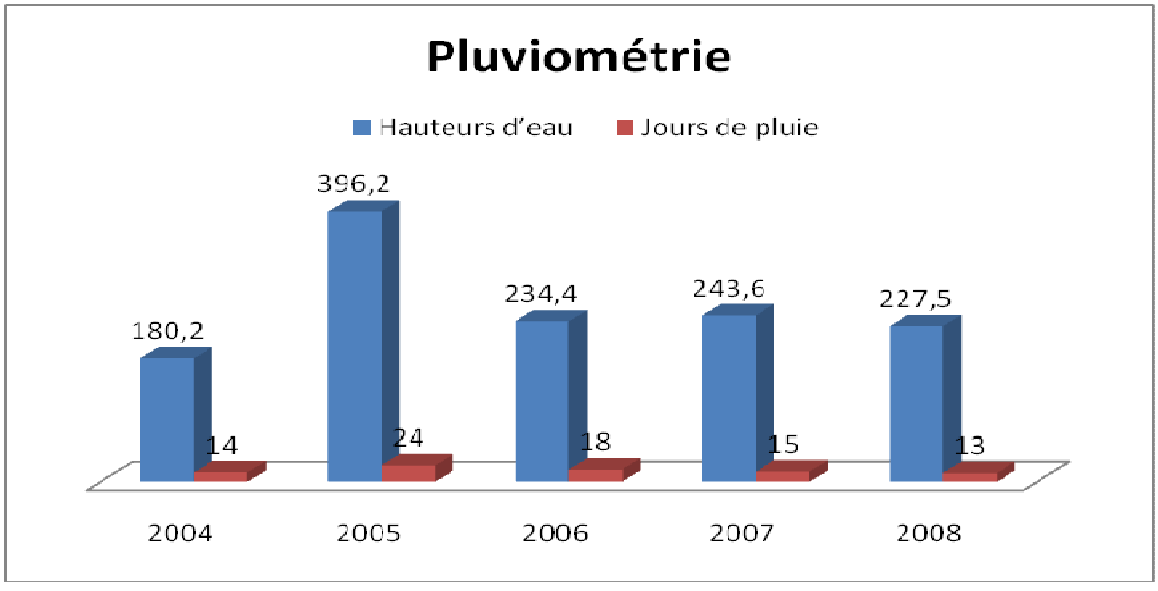
Les caractéristiques communautaires montrent :

- une moyenne pluviométrique très faible de 256,38 mm/an ;
- une durée de la saison trop courte (40 j/an) ;
- une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace et qui de surcroît ne permet pas aux cultures pluviales de boucler leur cycle végétatif ;
- un déficit pluviométrique de, plus ou moins, 50 % et des poches de sécheresse entre deux pluies dépassant parfois trois semaines à un mois etc.

Le tableau de relevés pluviométriques

Années	2004	2005	2006	2007	2008
Hauteurs d'eau (mm)	180,2	396,2	234,4	243,6	227,5
Jours de pluie	14	24	18	15	13

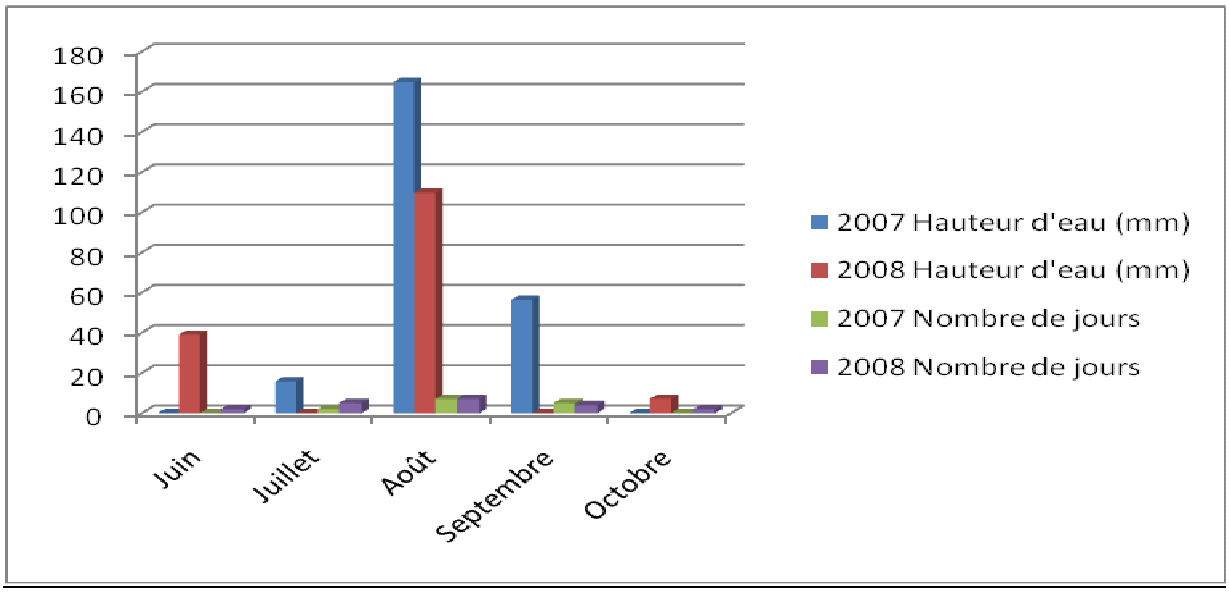
***Source* : CADL**



Comparaisons pluviométries 2007-2008

Mois	Pluviométrie 2007		Pluviométrie 2008	
	Hauteur d'eau (mm)	Nombre de jours	Hauteur d'eau (mm)	Nombre de jours
Juin	0	0	39	2
Juillet	15,8	2	45 ,8	5
Août	164,8	7	109,7	7
Septembre	56,4	5	25 ,9	4
Octobre	0	0	7,1	2
Total	237	14	227,5	13

***Source* : CADL**



II.1.7. Hydrographie

Le réseau hydrographique est dense dans le Waalo où trois cours d'eau l'arrosent en permanence :

1- le fleuve Sénégal sur une longueur de 16 km
2- le fleuve Doué sur un parcours de 16 km
3- le fleuve Gayo sur 17 km.

II.1.8. Hydrologie

La CR appartient au puissant bassin sédimentaire Sénégalo-mauritanien d'âge secondaire et tertiaire. Par ailleurs, l'étude géologique du milieu révèle la présence de trois nappes aquifères qui offrent des caractéristiques hydrologiques différentes. Ces nappes sont :

1- Le maestrichtien : Il est capté à une profondeur de 100 à 250 m.
2- Le paléocène : Capté de 100 jusqu'à 150 m.
3- Le terminal continental : Capté par les puits de 15 à 50 m.

II.1.9. Végétation

Elle varie suivant la typologie des sols et se présente pendant et peu après l'hivernage sous la forme d'un tapis d'herbe piqueté d'arbustes et de souches. La strate arborée est composée d'Acacia :

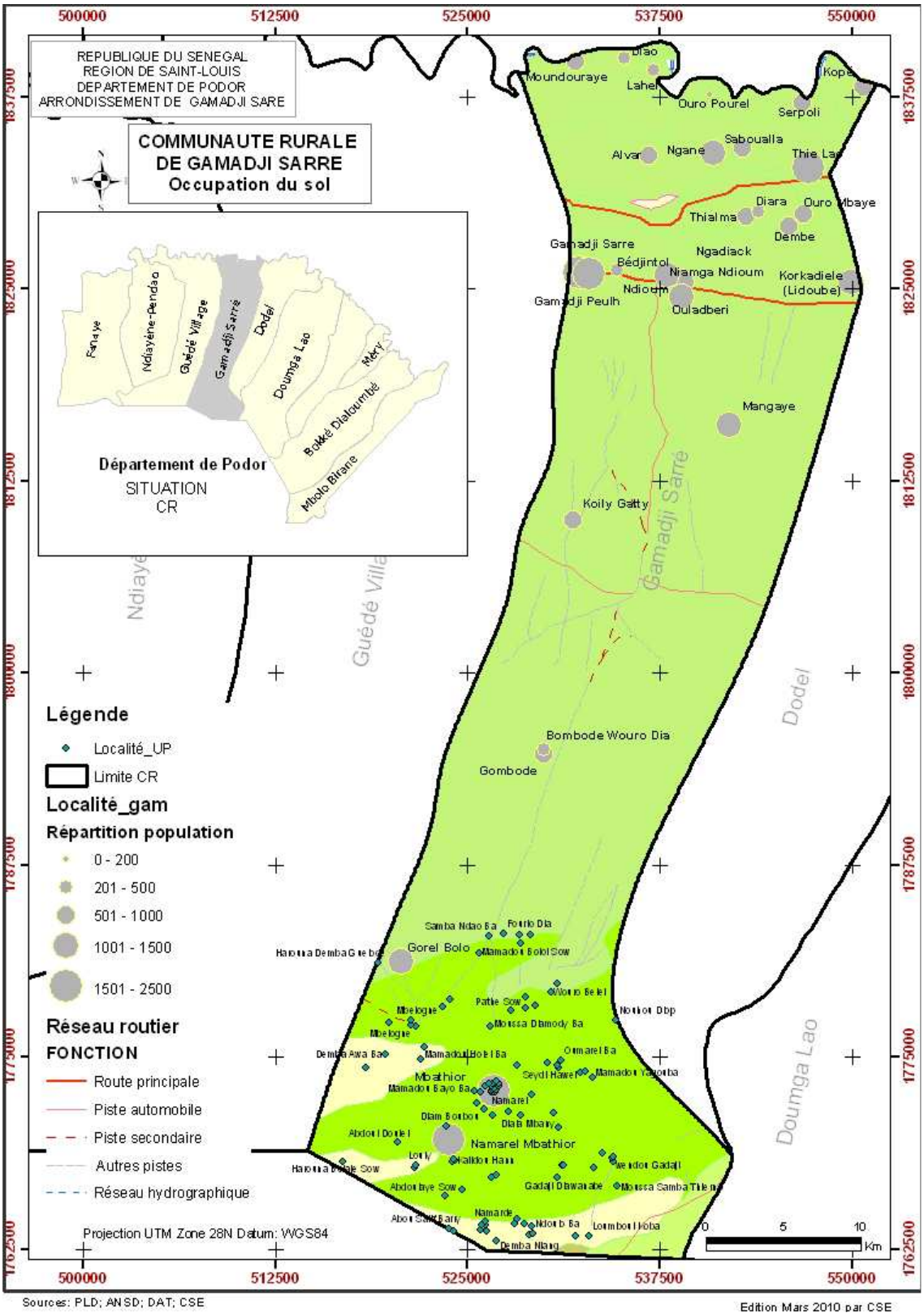
- Acacia nilotico tomantoza (gonakier)
- Acacia aegyptia (cadd)
- Acacia albida (seing)
- Acacia radiana

Toutes ces espèces ont sensiblement les mêmes rythmes végétatifs. Les modifications du milieu naturel provoquées par la persistance de la sécheresse, la faiblesse des pluies et les actions anthropiques ont fortement menacé l'existence du patrimoine végétal. En effet, la densité du peuplement ligneux diminue et le tapis herbacé connaît un recul.

II.1.10. Faune

La faune autochtone de la zone est constituée de quelques espèces qui résistent encore et sui sont les rats palmistes, les lièvres, les chacals, les écureuils, etc.

Carte de sol


REPUBLIQUE DU SENEGAL
REGION DE SAINT-LOUIS
DEPARTEMENT DE PODOR
ARRONDISSEMENT DE GAMADJI SARE
COMMUNAUTE RURALE
DE GAMADJI SARRE
Occupation du sol
Département de Podor
SITUATION
CR
Fanaye
Ndiayène-Pendao
Guédé Village
Gamadji Sarré
Dodel
Doumga Lao
Méry
Boké Dialloubé
Mbolo Birane
Légende
Localité_UP
Limite CR
Localité_gam
Répartition population
0 - 200
201 - 500
501 - 1000
1001 - 1500
1501 - 2500
Réseau routier
FONCTION
Route principale
Piste automobile
Piste secondaire
Autres pistes
Réseau hydrographique
Projection UTM Zone 28N Datum: WGS84
Sources: PLD; ANSD; DAT; CSE
Edition Mars 2010 par CSE
Moundouraye
Lahel
Ouro Pourel
Serpoli
Saboualla
Alvar
Ngane
Thie Lao
Diara
Ouro Mbaye
Thialma
Dembe
Gamadji Sarre
Ngadiack
Bédjintol
Niamga Ndioum
Korkadiele (Lidoube)
Ndioum
Gamadji Peulh
Ouladberi
Mangaye
Koily Gatty
Gamadji Sarré
Bombode Wouro Dia
Gombode
Dodel
Gorel Bolo
Mbathior
Namarel
Namarel Mbathior
Doumga Lao
500000
512500
525000
537500
550000
1837500
1825000
1812500
1800000
1787500
1775000
1762500
0
5
10
Km

II.2.CARACTERISTIQUE HUMAINES

D'une population de 16 732 habitants en 2002, la population de la CRG est passée en 2007 à 21 000 (source CRG) soit un taux d'accroissement moyen de 0.11% par an.

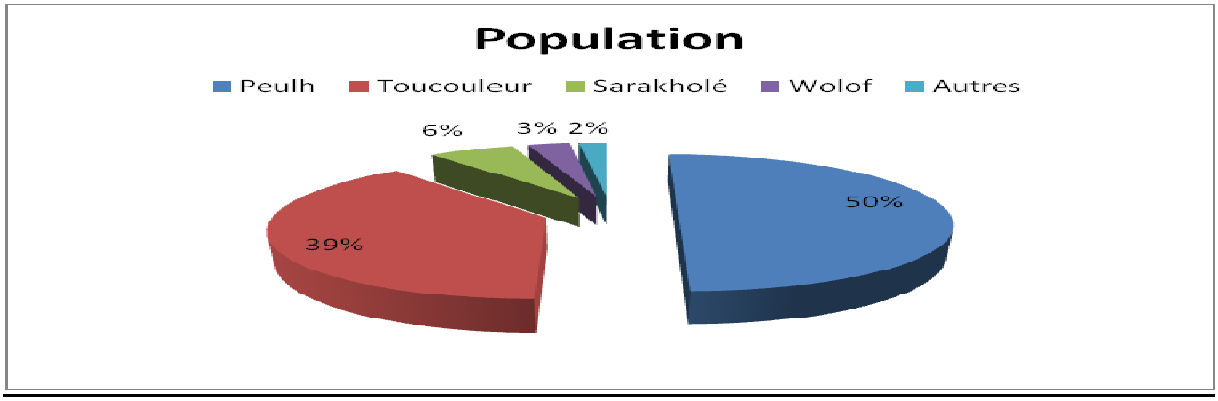
Cette population est contenue sur une superficie de 1 424 km², soit une densité moyenne de 14.74 hbts/km². Cependant, elle est inégalement répartie dans l'espace. En effet, le peuplement est plus dense dans le Waalo, zone où les conditions naturelles sont plus favorables.

Répartition de la population selon les ethnies

L'ethnie Hal Pulaar occupe la majorité des populations. Selon le dernier recensement, la population est ainsi répartie dans le tableau ci-dessous :

Ethnies	Population
Peulh	50%
Toucouleur	39%
Sarakholé	6%
Wolof	3%
Autres	2%

Source : revue documentaire de l'élaboration du PLD de Gamadji



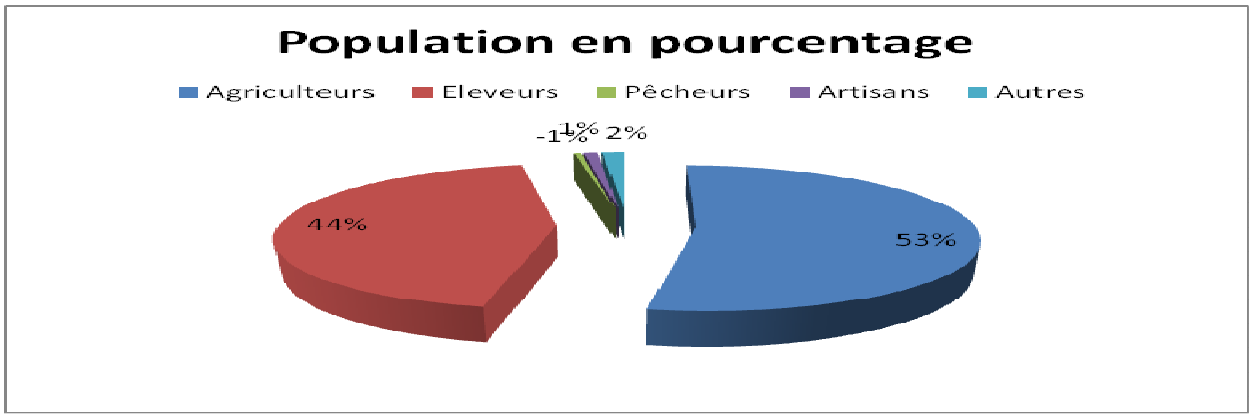
Répartition selon les religions et les confréries

La population est à 99% musulmane avec 85 % de Tidjane, 10% de Khadre et les 05% restant regroupent les autres confréries.

Répartition socioprofessionnelle

Secteurs	Population en pourcentage
Agriculteurs	53 %
Eleveurs	44 %
Pêcheurs	0,5 %
Artisans	1 %
Autres	1,5 %

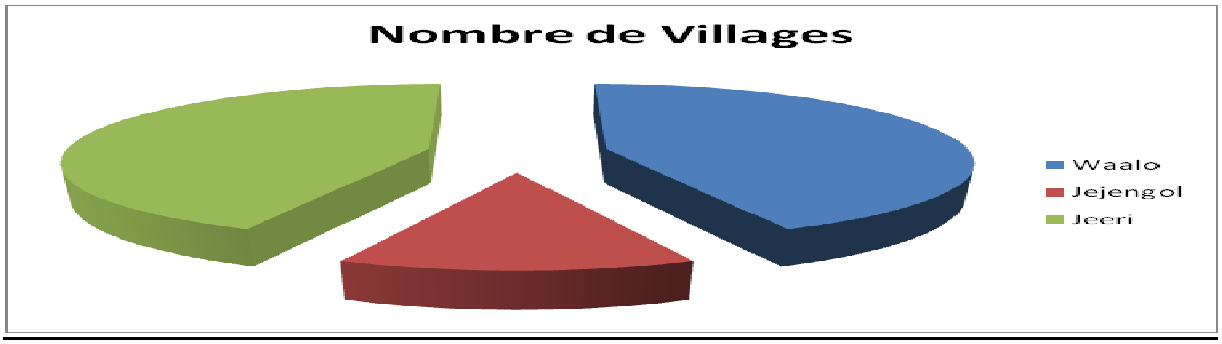
Source : revue documentaire de l'élaboration du PLD de Gamadji



La CR compte 23 villages et plusieurs hameaux ainsi répartis

Zone	Nombre de Villages
Waalo	10
Jeejengol	03
Jeeri	10

***Source** : revue documentaire de l'élaboration du PLD de Gamadji*



Mouvement migratoire

- **L'émigration**

Le trait particulier de la CR est l'existence d'un flux migratoire important à l'intérieur du pays avec peu de départ vers l'extérieur.

La migration touche une forte couche de la population masculine mais également féminine, et s'accentue avec la transhumance. Elle se justifie par des motifs purement économiques puisqu'elle sert à pallier à la faiblesse économique du milieu et à surmonter l'insécurité alimentaire. Trois types de migration sont notés dans la CR :

- des déplacements saisonniers Nord- sud ou Sud- Nord qui concernent surtout les éleveurs et les paysans ;
- des déplacements externes vers d'autres villes, régions et pays africains. Ils concernent surtout les jeunes de 20 à 30 ans qui vont chercher du travail dans d'autres horizons ;
- Des mouvements sur le fleuve qui concernent les pécheurs.

II.3.SECTEURS SOCIAUX

Les équipements et infrastructures de base qui permettent à la population de la CR de s'épanouir, se trouvent pour l'essentiel dans le village de Gamadji, chef lieu de la communauté rurale.
En effet, on note entre autres : une maison communautaire récemment construite et l'ancienne transformée en centre d'alphabétisation pour les femmes, un foyer des jeunes et des femmes et, 5 vagues terrains de foot. Il y'a 20 périmètres irrigués et 04 parcs à vaccination et un poste vétérinaire à Namarel. Sans oublier toutefois ceux liés spécifiquement aux secteurs :

II.3.1. Education

II.3.1.1. La situation du sous secteur

Nbre Ets	Sans Eau	Sans Electr.	Sans latr.	Sans cant.	Sans clôt.	Tx couv. Eau	Tx couv. Elect.	Tx couv. Latr.	Tx couv. cant.	Tx couv clôt.
29	15	25	10	4	18	48%	14%	66%	86%	38%

Les écoles élémentaires sont au nombre de 29, répartis en 100 classes pour 157 cours pédagogiques. Le nombre d'inscrit pour l'année 2007 est de 2199 élèves dont 1350 filles, soit un taux de 61,39%. Ce fort taux des filles s'explique par le fait, qu'on dans une communauté rurale où l'élevage occupe une place très importante et mobilisant une bonne partie des garçons pour faire paitre les animaux. Sans oublier l'effet des transhumances qui fait les populations, surtout peulh n'inscrivent pas leurs enfants car n'étant pas. Mais et surtout les garçons car constituant une main d'œuvre de soutient pour leur parents durant les périodes de transhumance. Par ailleurs, on peut déplorer le nombre d'inscrit très faible du fait de la réticence des parents à envoyer leurs filles à l'école, mais aussi des difficultés que rencontre les filles et garçons pour parcourir le plus souvent certaines distances très longues séparant le village et l'école le plus proche. L'absence de cantines scolaires dans la plupart des écoles constitue aussi un problème majeur, ce qui décourage les parents à envoyer leurs enfants à l'école.

CR	Nombre d'Ecoles		Nbre de cours pédagogiques	Effectifs		
	Ecoles élémentaires	CEM		G	F	Total
Gamadji Saré	29	01	157	1036	1792	2828

Sur le plan de la couverture le taux est assez acceptable mais ne reflète pas la réalité. En effet, la communauté rurale de Gamadji Saré totalise 29 écoles élémentaires et 1 CEM pour 23 villages reconnus officiellement, soit une école élémentaire par village.

Cette couverture assez appréciable, ne permet pas néanmoins d'inscrire tous les enfants en âge d'aller à l'école du fait qu'une bonne partie des écoles n'ont pas le nombre de classes requises pour l'ensemble des enfants des villages qu'elle polarise.

En effet, le nombre d'enfants des villages et hameaux polarisés par une école est le plus souvent largement supérieur à la capacité admise. D'autres difficultés liées à cette situation, sont le fait que, beaucoup de classes sont en abris provisoires qui ne résistent pas aux intempéries.
L'éducation dans son ensemble, reste toujours problématique dans cette communauté rurale.

Les garçons sont retenus dans les maisons pour servir de main d'œuvre pour l'entretien de l'élevage et les filles sont confrontées à la difficulté à suivre un cycle normal malgré leur niveau de fréquentation plus important comparé à celui des garçons. En effet, sur les 2828 élèves, que compte le cycle primaire et moyen, 1792 sont des filles, soit un taux de 63,37%. Mais ce nombre enregistre de fortes déperdition au cours du cycle élémentaire et moyen du fait des difficultés que posent leur maintient à l'école.

La communauté rurale de Gamadji est dépourvue de centre de formation, de case des tout petits, d'écoles maternelles publiques, et de centre d'éveil communautaire.

L'alphabétisation se manifeste à travers plusieurs projets tels que : USPA/PAPA, PAIS/ETAT, UNICEF(TOSTAN), PIP, mais reste toujours en position de sous exploitation.

Les écoles arabes et coraniques ou Daara ne sont pas recensées. Toutefois c'est une CR religieuse à forte domination musulmane où chaque village peut avoir 1 à 10 Daara et des effectifs qui dépassent 100 élèves. Le nombre de petites mosquées dénombrées tournent autour de 28 et les grandes mosquées au nombre de 8.

Dans la communauté rurale les résultats scolaires sont en baisse, passant de 69,05% en 2007 à 62,64% en 2008 pour le CFEE contre une moyenne nationale de 56,70%. Pour l'entrée en 6éme, une baisse aussi a été enregistrée de 66,65% à 49,86%.

II.3.1.2. Les contraintes de l'éduction

a) *L'accès à l'éducation*

Nb de villages officiels	**préscolaire**		**Elémentaire**		**Moyen**	
	Nb de village disposant d'école préscolaire	**Taux d'accès**	Nb de village officiel situé dans le rayon d'accès	**Taux d'accès**	Nb de village situe dans le rayon d'accès	**Taux d'accès**
23	0	0	17	74%	1	4%

b) *L'insuffisance de salles de classes*

Nombre d'écoles	**Nombre de salles de classes**	**Nombre d'abris provisoires**	**Taux**
29	100	45	45%

- Insuffisance de classes avec des abris provisoires d'un taux de 45% ;
- Absence d'école dans certains villages enclavés et de cantines scolaires dont on note un taux de couvertures de 74% pour l'élémentaire et de 4% pour le moyen.

c) *Déficit d'infrastructures scolaires dans le Jeeri*

- ✓ Transhumance en saison sèche tâches liées à la conduite des troupeaux.
- ✓ Insuffisance en équipements et matériels didactiques
- ✓ Absence de programmes pertinents d'alphabétisation pris en charge par la communauté rurale
- ✓ Absence de structures de formation professionnelle, et d'établissements franco arabe.

II.3.2. Santé

II.3.2.1. Situation du sous secteur

Villages	Cases de santé		Postes de santé
	Fonctionnelles	Non fonctionnelles	
Alwar	1		
Ngane	1		
Thielao	1		
Moundouway	1		
Diara	1		
Boubideym		1	
Abah	1		
Ouromaley		1	
Wenoudjamy	1		
Bokyndoula	1		
Kodielene	1		
Yoli	1		
Namardé	1		
Mbelogne	1		
Gamadji			1
Bombodé	1		
Namarel			1
Total	**13**	**2**	**2**

En terme d'infrastructure, la CR est dotée de 2 postes de santé, de 15 cases de santé dont 3 non fonctionnels, d'1 dépôt de pharmacie, de 7 maternités et d'1 maternité communautaire.

II.3.2.2. Les contraintes du sous secteur

Les problèmes de la santé dans la communauté rurale

- ✓ La faiblesse de l'accès aux soins de santé : elle est la conséquence de l'insuffisance des infrastructures de santé et de leur mauvaise répartition

- ✓ Les deux maternités qui existent manquent de personnel et d'équipement
- ✓ L'indisponibilité de médicaments : elle est la conséquence de l'inexistence de dépôt pharmaceutique d'où les ruptures permanentes dans l'approvisionnement en médicaments des structures de santé ; celles-ci connaissent également des problèmes d'équipement en matériel pour le traitement des patients
- ✓ Les difficultés d'évacuation des maladies : en dépit de la proximité de l'hôpital de NDioum, le problème d'évacuation des malades se pose avec acuité, notamment pour les zones du Waalo et du Jeeri. Cette situation devient plus difficile à gérer pendant l'hivernage.

II.3.3. Hydraulique

II.3.3.1. Situation du sous secteur

VILLAGES	CHATEAU D'EAU	FORAGES			PUITS		
		FONCTIONNELS	PAS FCTLS	EN COURS	FCTLS	PAS FCTLS	EN COURS
Korkodiely		1			1		
Thialma		1			1		
Ngane		1			1		
Thielao		1			1		
Copé Mangay		1			1		
Alwar		1					
Ouromaham		1					
Diara					1		
Ouromaley	1				1		
Dembé					1		
Sinthiou					1		
Moundouway					1		
Gamadji Saré		1			1		
Yoli		1			1		
Namardé					1		
Bokyndoula			1		1		
Kadione							1
Bida				1			
Bewedji							1
Namarel			1				1
Hamé							1
Bombodé		1					
Kodiolel			1				
Wenoudiamy							1
Loumboul Thily	1						
Total	**2**	**10**	**3**	**1**	**16**		**5**

	MARES	BORNES FONTAINES
NOMBRE	97	29
OBSERVATIONS	Temporaires	Insuffisantes

Les forages et puits forages sont au nombre de 11 et les puits hydrauliques à 9. Les forages de la dernière génération ont été réalisés dans le cadre de la 6e FED.

Toutefois, il existe un puits traditionnel dans chaque village. Sans compter qu'au niveau de la zone intermédiaire avec les aménagements de la SAED, les bassins servent d'abreuvoir pour les bétails et de lingeries pour les villageois. La plupart des forages se localisent dans la zone Jeeri. Les villages aux abords du fleuve se servent généralement de l'eau du fleuve pour leurs travaux domestiques. Dans la communauté rurale de Gamadji Saré, le maillage est très faible pour permettre à l'ensemble des villages d'accéder à l'eau potable. Car pour 23 villages officiels, on note la présence de 14 forages dont 3 non fonctionnels, 1 en cours de construction et 2 châteaux d'eau. Ce qui explique le pourquoi la prévalence de la bilharziose est très forte.

Et ce problème d'accès à l'eau potable est surtout difficile en saison sèche avec le tarissement des puits ; cette difficulté est plus perceptible dans le Jeeri du fait de la compétition entre les hommes et les animaux quant à l'accès aux forages.

II.3.3.2. Les contraintes à l'accès à l'eau potable

De par ce tableau ci-dessus, on voit nettement que la communauté rurale de Gamadji Saré est confrontée à :

- ✓ Des problèmes liés au maillage des forages et des difficultés de maintenance par les comités de forages ;
- ✓ L'insuffisance de points d'eau qui touche plus particulièrement les villages limitrophes des fleuves du Sénégal et du Doué ;
- ✓ Les pannes des forages qui sont fréquentes et témoignent de la défaillance du système d'entretien et de l'indisponibilité d'un stock de base de pièces détachés dû à l'insuffisance des ressources financières des comités de gestion et leur inorganisation

II.3.4. Energie

L'énergie est un facteur d'appui à l'amélioration de la qualité de la vie au service de chaque sous secteur social base du développement local. En effet les services énergétiques ont une dimension transversale car intervenant dans le fonctionnement de toutes activités liées aux services offert à travers les secteurs qui composent le développement socioéconomique local.
Dans la communauté rurale, les principales sources d'énergie utilisées sont l'électricité, la lampe à pétrole et le bois de chauffe. Les autres sources telles la biomasse, le solaire ou l'éolienne sont pratiquement inconnues dans la CR. L'électrification se limite seulement au niveau du chef lieu de la communauté rurale avec un niveau de raccordement des maisons très faible et à Alwar.

II.3.5. Femme, Jeunesse, sport et loisirs

Partout dans le monde, les femmes en tant que groupe, gagnent moins que les hommes, ont moins de bénéfices et ont des journées de travail plus longues. Leur travail et leurs opinions sont dépréciés. En général, les femmes ont des responsabilités familiales plus lourdes et sont souvent menacées de violence. Elles sont également sous représentées aux niveaux décisionnels et elles font face à de nombreux obstacles lorsqu'elles veulent occuper des postes d'autorité.
Et la communauté rurale de Gamadji n'échappe pas à cette triste réalité qui motive davantage la prise en compte du genre dans son outil de planification du développement local.
Trois constats renforcent cette idée sur l'amélioration de la situation des femmes dans la CR :

- le fait que les femmes forment un groupe désavantagé par rapport aux hommes, en terme de bien être (éducation, santé, revenu, etc.), en terme d'accès et de contrôle des moyens de production et en terme de pouvoir ;
- le fait que les femmes et les hommes ont des besoins différents, compte tenu de leurs rôles et responsabilités distinctes, et compte tenu de l'inégalité dans l'accès et le contrôle des ressources ;
- le fait que cette situation d'infériorité constitue un obstacle au développement, puisqu'elle limite les chances et les opportunités de la moitié de la population.

La quasi absence d'équipements des travaux domestiques y participe beaucoup. En effet, ces derniers permettraient aux femmes de se libérer de leurs charges quotidiennes pour pouvoir consacrer un peu plus de temps au développement de la collectivité et d'y participer activement.
Mais aussi la division sexuelle du travail qui les à longtemps confinée au foyer et la sphère publique leur à était pratiquement interdite. Ce que les religions et beaucoup de mythes se sont évertués à entretenir.

Et pour y remédier, il s'avère nécessaire de s'appuyer sur ces organisations de bases marquées par le pullulement des GPF et GIE.
Très nombreuses dans la CR, ces organisations sont caractérisées par des niveaux d'éducation très bas de ses membres ne dépassant pas très souvent le niveau primaire.
Très peu de ces organisation ont des comptes dans les institutions financières et mènent des activités communes et génératrices de revenus.

La CR regorge d'ASC dont 04 seraient les plus dynamiques et les mieux organisées compte tenu de leur participation dans les activités de jeunesse mais aussi dans les activités de développement. Le sport constitue l'essentiel de leurs activités durant les vacances scolaires et universitaires.

Par contre, leurs présence constitue un atout sur le quel on peut s'appuyer pour promouvoir la gente féminine.

D'autre part, la Communauté Rurale compte 14742 jeunes, soit 54,88% de la population totale. Les jeunes sont donc majoritaires dans cette localité ; cependant tant au niveau organisationnel qu'économique, on note un manque d'activités génératrice de revenus chez cette frange de la population.

La culture reste le parent pauvre malgré l'existence d'ASC dans la plupart des villages de la Communauté Rurale. En effet les seules activités menées au sein de ces structures sont le football et les soirées. Les initiatives allant dans le sens de promouvoir les activités culturelles doivent être encouragées (création de troupes théâtrales, organisations de journées culturelles, etc.).

Les ASC mènent des activités sportives durant les « Navétanes » (saisons des pluies). Cependant, la plupart sont confrontées à un manque d'équipements et de matériels sportifs. Ils se contentent d'une simple aire de jeu non aménagée et couverte le plus souvent de creux, d'herbes et de flaques d'eau où il est difficile de jouer. Même le terrain de Football du chef-lieu de la Communauté Rurale ne fait pas l'exception. Les ASC ne s'intéressent pas généralement aux activités économiques et se caractérisent par une inertie durant la saison sèche où la plupart des jeunes migrent vers les villes soit à la recherche de travail, soit les besoins de leurs études.

Notons enfin l'existence d'un manque d'initiative et de volonté de la part des ASC qui se mobilisent difficilement dans les activités d'intérêt général telles que les investissements humains (désherbage et nettoyage des lieus publics). La promotion de l'éducation civique et de la citoyenneté serait d'une grande utilité pour les jeunes de la localité.

II.3.6. Voies et moyens de communication

Il y'a 22 kilomètres de routes bitumées et 20 kilomètres de routes latéritiques dont 05 principales pistes. En effet, la communauté est traversée par la route nationale n°2, ce qui explique ses 20 Km de routes bitumées, par contre, elle n'en dispose pas à l'intérieur. Les seules dont elles disposent constituent les 5 principales pistes, constituant son réseau routier interne. Ces dernières sont faites en latérite. Pour ce qui concerne les moyens de communication, on dénombre 3 points phones, 04 centres Sonatel et les réseaux mobiles Orange, Tigo et Expresso. Toutefois pour la poste et la connexion à l'internet il faut se rapprocher de Ndioum.

II.3.7. Environnement, assainissement et gestion des ressources naturelles

L'environnement est caractérisé par les eaux et forêts, le niveau d'assainissement, les habitats et la gestion des ressources naturelles.

La communauté rurale compte quatre forêts classées, toutes localisées dans la zone de l'île Amorphile (le Waalo).

Elles couvrent une superficie totale de 9340 Km² soit un taux de classement de 6,80% de la superficie de la CR :

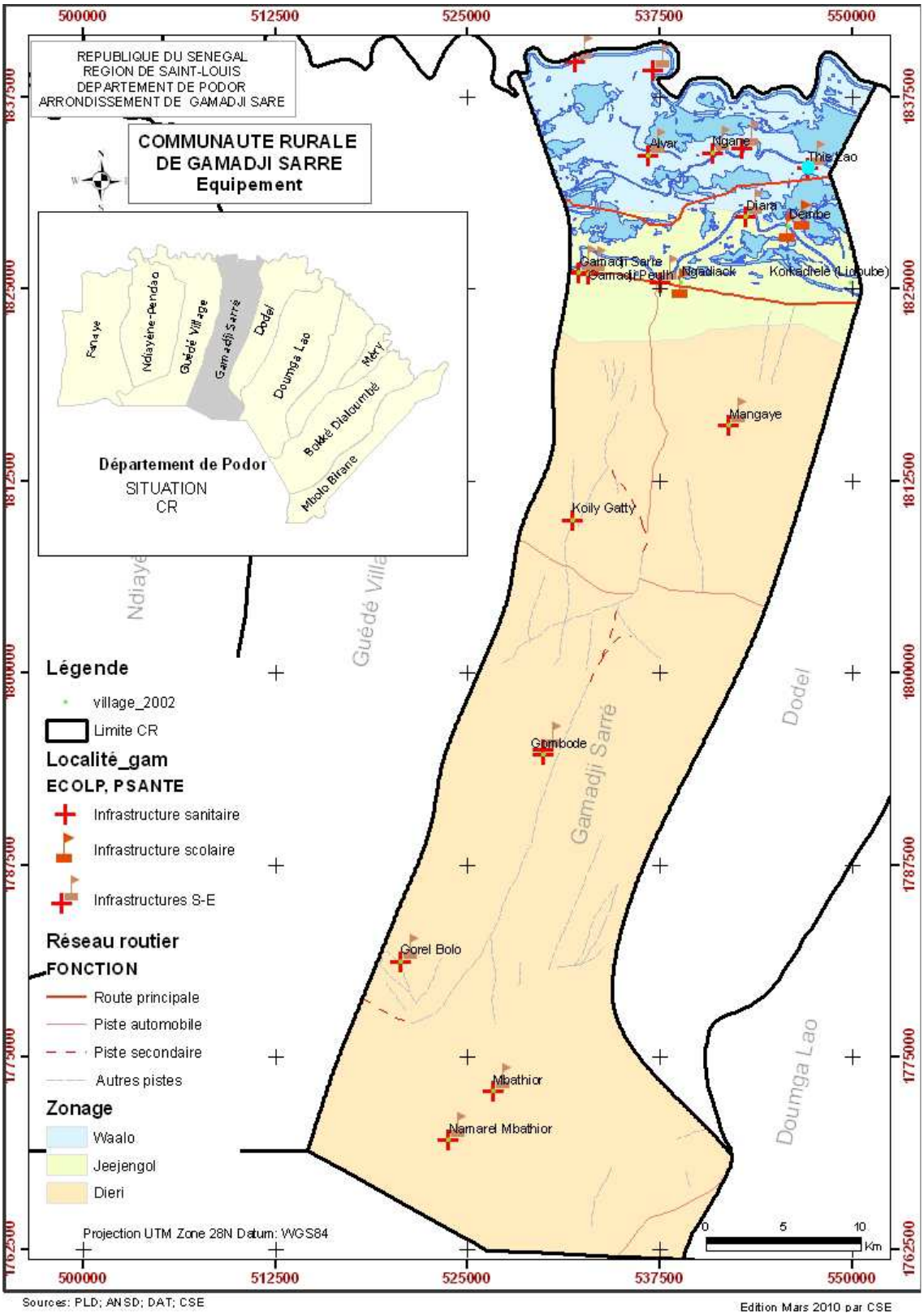
- Thiélao 3400 ha
- Diarra 3150 ha
- Ndioum Waalo 2690 ha
- Koppé 190 ha

Ces forêts se composent pour la plupart d'étendue parsemée de souches sèches et dénudées de bois vert.
L'exploitation du bois y est prohibée tout comme celle du charbon à l'exception de Diarra dont l'exploitation du bois est autorisée mais réglementée.

Concernant l'assainissement, il est quasi inexistante, les ordures sont déposées anarchiquement à travers toute la communauté rurale et des structures pour la gestion n'ont pas encore vues le jour.
Dans la communauté rurale, 40,03% des ménages ne disposent pas de toilettes et le chasse d'eau avec fosse septique reste le type de toilette le plus utilisé parmi les ménages faisant usage d'un quelconque type de toilette, soit un taux de 17,7%. En fin, les latrines non couvertes sont utilisées par 14% des ménages.

La communauté rurale peut compter sur :
- L'existence de mise en défens,
- La disponibilité d'espace pour la mise en place de pépinières villageoises,
- Et l'engagement d'un service des eaux et forêts très dévoué à restaurer l'espace vert.

Carte d'équipement



II.4.SYNTHESE SUR L'EDUCATION, LA SANTE ET L'HYDRAULIQUE SELON LES OMD.

Secteur	Infrastructure	Rayon d'accès
Education	Ecole préscolaire	Dans le village
	Ecole élémentaire	2Km
	Collège	5Km
Santé	Poste de santé	5Km
	Maternité	5Km
	Case de santé	Dans le village
Hydraulique	Forage et station de potabilisation	7Km
	Borne fontaine	
	Puits moderne	

Les secteurs sociaux de base particulièrement l'éducation, la santé et l'hydraulique ont toujours occupé une part importante des investissements de l'Etat, des collectivités locales et des partenaires au développement. En effet, d'ambitieux objectifs sont inscrits dans le DRSP et les OMD visant à satisfaire au mieux les besoins des populations en matières de santé, d'éducation et d'eau potable pour améliorer la qualité de vie en milieu rurale surtout.

Durant ces dernières années, l'Etat du Sénégal et les collectivités locales ont réalisés beaucoup d'actions dans ce sens à travers le BCI, le PNDL…, avec la création de nouveaux Lycées, des collèges de proximité, d'écoles élémentaires, de postes de santé et d'ouvrages hydrauliques. Malgré tous ces efforts, beaucoup reste à faire dans les différents domaines en priorité la santé, l'éducation et l'hydraulique.

Dans le cadre de la communauté rurale de Gamadji Saré, des efforts sont à fournir au niveau de ces secteurs déclarés prioritaires pour améliorer la qualité de la vie au cause de l'insuffisance des infrastructures et équipements mais et surtout du fait de la dispersion des établissements humains dans de grands espaces posant ainsi un réel problème d'accessibilité aux infrastructures et équipements de base existants au regard de ce tableau indiquant les rayons d'accès admis des infrastructures et équipements sociaux de base.

II.4.1. Education

IDEN DE PODOR	Ecoles Publiques	Effectifs	Garçons	Filles	Ecoles Privées	Effectifs	% Privé
TOTAL	**273**	**42 082**	**17 066**	**25 016**	**0**	**0**	**0,00%**
GAMADJI	29	2199	749	1350			

La situation de l'éducation de la communauté rurale de Gamadji Saré est assez acceptable. En effet, comparée à celle départementale, elle occupe 10,62% des infrastructures scolaires du public sur les10 communauté rurales que compte le département. Le nombre de ses écoles est supérieur à la moyenne qui est de 27 écoles/CR. Mais contrairement à cette performance sur le plan de l'occupation des infrastructures scolaires, le niveau d'inscription dans la communauté rurale est très insuffisant, car ne représentant que 5,23% des inscriptions au niveau départementale.

Et malgré que, en ce qui concerne la répartition des inscrits par genre au niveau communautaire, les filles occupent le premier rang avec 61,39%, au niveau départemental, elles occupent 5,39% sur l'ensemble des filles inscrites, de même que les garçons qui occupent 4,39% de l'ensemble des garçons inscrits dans le département. Ce qui est très insuffisant comme niveau d'inscription permettant d'atteindre les OMD pour l'éducation. De ce fait, des efforts sont à faire pour encourager le niveau d'inscription pour atteindre l'inscription pour tous.

II.4.2. Santé

La communauté rurale de Gamadji Saré est très en retard par rapport aux objectifs fixés dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement. En effet, elle ne compte que 2 postes de santé fonctionnels ; 15 case de santés dont 3 non fonctionnelles et en fin, d'1 dépôt de pharmacie, de 7 maternités et d'1 maternité communautaire, pour une population de 21 000 habitants. Soient des taux de couverture très faibles : 1 poste de santé pour 10500hbts ; 1 case de santé pour 1750 ; 1 dépôt pharmacie pour 21000 ; 1 maternité pour 3000hbts.
Atout cela s'ajoutent la situation des infrastructures qui sont dans un état de vétusté très avancé et sous équipés ; le personnel sanitaire qui est très insuffisant et peu qualifié, rendant ainsi l'accès très difficile et ne permettant pas aux acteurs du secteur d'accomplir les mesures prise au nationale pour atteindre les OMD.
Par ailleurs, on note dans ce secteur, l'intervention de plusieurs acteurs tels que : l'ASRADEC, Médecin du monde, Terre des Hommes, Partenariat, Counterpart International et Illkricht.

II.4.3. Hydraulique

L'accès à l'eau potable reste toujours difficile dans la CR de Gamadji. Le secteur est confronté à d'énormes difficultés telles que le faible maillage en infrastructures, les pannes récurrentes des forages, le faible niveau d'adduction d'eau et la gestion inadéquates de l'exploitation. Entre autres problèmes qui maintien le secteur dans un dynamique ne permettant à la communauté rurale d'évoluer vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développent en ce qui l'accès à l'eau potable.

II.5.DONNEES ECONOMIQUES

II.5.1. Agriculture

C'est la principale activité de production dans la communauté rurale de Gamadji Saré. Cependant, elle est étroitement liée à la pluviométrie (cultures sous pluies), au régime des crues (culture de décrue) et à la maîtrise des eaux du fleuve et ses affluents (cultures irriguées).

II.5.1.1. L'agriculture sous pluie

Elle est pratiquée sur les terres du Jeeri où prédominent les sols jamais inondés par les crues, essentiellement sablonneux, fortement lessivés et érodés. C'est une forme d'agriculture très peu évoluée, dépendant totalement de la pluviométrie, laquelle est très capricieuse et très irrégulière dans sa répartition. Les principales spéculations en culture de sous pluie sont le mil, le niébé et le béref. Les superficies emblavées sont d'années en années réduites en raison des incertitudes de récolte. En effet, l'arrêt très propice des pluies et les dégâts causés par les dépravateurs compromettent dangereusement les chances de récoltes.

II.5.1.2. L'agriculture de décrue

Ce type d'agriculture est pratiqué sur les berges du fleuve et dans les cuvettes qui bordent les différents cours d'eau. C'est un des modes de valorisation traditionnelle diversifiée du milieu physique. Elles sont très simples, performantes et nécessitant peu d'investissements financiers. Cette agriculture qui donne à la vallée toute son originalité, est largement conditionnée par les caractéristiques de la crue. En cas de forte crue, les cultures sont importantes en superficies et l'inverse se produit en situation de faibles crues. Comme en cultures sous pluies, les pratiques culturales sont rudimentaires, la fertilisation des sols se fait naturellement avec les dépôts sédimentaires des crues. Mais n'empêche que l'agriculture de décrue malgré ses contraintes participe à la couverture des besoins alimentaires en période de soudure.

La principale culture de décrue est le sorgho, celui-ci est parfois associé avec le niébé. Le démarrage des cultures est fonction de la date de retrait et de la vitesse des eaux. Le rythme des semis est lié à la vitesse de la décrue. Les premiers semis démarrent généralement enfin Octobre ou au début Novembre. Il faut environ 3 à 4 semaines d'inhibition des sols pour qu'il soit en mesure d'emmagasiner suffisamment d'eau pour conduire les cultures à maturité.

II.5.1.3. L'agriculture irriguée

Son avènement est récent dans la CR et déjà elle s'y positionne comme étant le dernier rempart susceptible de sécuriser l'alimentation et de relever les revenus des ménages. Elle ne dépend ni des crues, ni des pluies.

Elle peut être pratiquée durant l'année en trois campagnes :

- une campagne de contre saison chaude qui va de Février à Juin pour la production de riz et de mais ;
- une campagne de saison froide qui s'étale d'Octobre à Mars pour la production maraîchère ;
- une campagne hivernale qui va de Juin à Octobre pour la riziculture.

Le maraîchage et la riziculture constituent les principales activités de diversification en culture irriguée.

II.5.1.4. Equipements agricoles

- **Matériel agricole**

Il est essentiellement constitué de motopompe à usage collectif au niveau des périmètres irrigués villageois. Il s'agit en général de matériels très vétustes qui tombent souvent en panne en pleine campagne agricole. Mais cette situation a tendance à s'améliorer avec la dotation du gouvernement du Sénégal, aux paysans producteurs de riz d'un important lot de groupe motopompe répartit entre les différentes collectivités locales de l'arrondissement de Gamadji. Cette répartition, sur un total général de 128 motopompes, a consacré à la communauté rurale de Gamadji un nombre assez important qui se résume dans le tableau ci-dessous.

CR	3 CYLINDRES	2 CYLINDRES	1 CYLINDRE
Gamadji Saré : 20	6	4	10

Source : CADL

- **Intrants**

Les quantités d'engrais utilisées dans la CR sont difficiles à estimer du fait de la vente libre. Il est ce pendant reconnu que les engrais sont insuffisamment employés d'où les bas rendements.

II.5.2. Elevage

Elle constitue une activité importante et est pratiquée par pratiquement toutes les ethnies.

L'élevage, dans la communauté rurale de Gamadji Saré est faiblement exploité et fortement conditionné par l'insuffisance du tapis herbacée et des points d'eau d'abreuvage. En effet, la disparition du tapis herbacée a fortement contribuée à la transhumance.
Pour le mouvement des bétails, les relevés suivants ont été faits :

DIRECTIONS	OVINS	CAPRINS	BOVINS
Dodel – Dakar	2 225	939	64
Dodel - Saint Louis	368	127	15
Ndioum - Dakar	2 608	1 134	94
Total	**5 201**	**2 200**	**173**

II.5.2.1. Exploitation du cheptel

Elle demeure faible. Les abattages, selon le poste vétérinaire de Ndioum s'élèvent à une cinquantaine de têtes sur un effectif total de 59 ovins et 41 caprins. La production laitière est faible et n'arrive pas à couvrir les besoins en auto consommation.

Abattages contrôlés dans l'arrondissement de Gamadji Saré :

ANIMAUX	VACHES	TAUREAUX	BELIERS	BREBIS	BOUCS	CHEVRES
Nombre	33	17	19	40	22	19
Poids (kgs)	4950	3400	665	1000	330	1880

Source : agent technique de l'élevage

II.5.2.2. Bilan fourrager

L'alimentation du bétail est essentiellement composée de résidus des récoltes.

Et dans l'optique d'atténuer la transhumance, il est installé au village de Lérabé une exploitation de culture fourragère d'une étendue de 20 ha par certains éleveurs compte tenu de la rareté du tapis herbacé. Son exploitation a débuté en nourrissant le cheptel ci-dessous :

- 70 bovins
- 108 ovins
- 55 caprins.

II.5.3. Eaux et forêts

La CR compte quatre forêts classées, toutes localisées dans la zone de l'île Amorphile (Waalo)

Elles couvrent une superficie totale de 9 430 km² soit un taux de classement de 6.80% de la superficie totale de la CR. Ce pendant, l'économie de la cueillette constitue une activité très importante dans la communauté rurale mais n'est pas suffisamment exploitée et reste encore en dessous de ces potentialités. Les revenus tirés de la cueillette reste encore faible.

N°	Forêts classées	Superficie en ha
1	Diarra	3 150
2	Thiélao	3400
3	Ndioum Waalo	2 690
4	Koppé	190
Total		**9 430**
Total Général de l'arrondissement		**22 077**

Source : Chef secteur eaux et forêts

II.5.4. Pêche

La pêche fluviale est une activité en recul dans la CR, seulement 0.5% de la population active s'y adonne. Les captures sont faibles et destinées exclusivement à l'autoconsommation. Ce pendant, une bonne partie de la consommation provient des grande villes environnantes telles que : Richard-Toll et Saint Louis.

Tableau de répartition de la consommation selon le lieu de provenance

PROVENANCE	POIDS (KGS)	NATURE
Richard - Toll	120	Poisson d'eau douce
St Louis	7 200	Poisson de mer

Pisciculture

Elle n'est pas très développée, seul le GPF de Gamadji Saré que l'ONG Counterpart International appuie, s'attèle à cette exploitation. Il s'agit d'un périmètre de 5 ha en exploitation maraîchère avec des cuvettes et des bassins abritant les poissons. Par contre, la pêche peut compter sur ces atouts tels que les initiatives de pisciculture et d'aquaculture qui commencent à prendre forme dans la communauté rurale.

II.5.5. Tourisme

Il n'y a pas d'activité touristique proprement dite, faute d'infrastructures. Ce pendant les possibilités de lancer et de développer le tourisme intégré rural existe à cause de la richesse culturelle que l'on trouve dans la zone. La CR compte parmi ces villages touristiques, Alwar qui est le lieu de naissance du vénéré Cheikh Al Islam Oumar Foutyou Tall, village qui pourrait être un lieu de culte et de pèlerinage pour la confrérie Tidiania.

II.5.6. Artisanat

Il est diversifié dans la CR et constitue, dans le cadre des activités informelles, un secteur non négligeable. Les principaux corps de métier recensés sont : la poterie, la mécanique, la menuiserie, la vannerie, la couture et la boulangerie artisanale.

L'organisation en coopérative, en GIE ou en section villageoise n'existe pas dans l'artisanat car elle est plutôt familiale voire individuelle.

La production artisanale sert à produire les besoins locaux.

III. ANALYSE DIAGNOSTIQUE DES SECTEURS SOCIAUX

III.1. EDUCATION ET FORMATION

Comme stipuler dans la politique nationale, l'éducation pour tous est aussi une préoccupation de l'ensemble des collectivités locales. Ce pendant, elle occupe une place importante dans leur politique de développement local. De même, la formation n'est pas une des moindres.

La communauté rurale de Gamadji Saré totalise 29 écoles élémentaires et 1 CEM pour 23 villages reconnus officiellement, soit une Ecole élémentaire par village. Ce qui constitue déjà une avancée, mais avec l'évolution de la population surtout jeune beaucoup reste à faire.
En effet la couverture est très faible du fait qu'une bonne partie des écoles n'ont pas le nombre de classe leur permettant d'inscrire tous les enfants en âge d'aller à l'école, sans oublier l'énorme difficulté que pose les abris provisoires qui sont impraticables durant les premiers mois de l'ouverture qui coïncident avec la fin de l'hivernage, et ne résistant pas aux vents connus dans ce milieu par leur puissance.

Et d'autre part la moyenne d'une école par village semble être une avancée mais cache des disparités car, le nombre de villages et hameaux est large supérieur aux 29 villages dotés d'école. Ce qui fait que chaque école polarise son village et les hameaux qui lui sont proche et qui ont parfois une population d'un effectif supérieur à celui du village d'implantation.

La question de l'éducation des filles reste toujours en défis dans la communauté. En effet, sur 2828 inscrits, 1792 sont des filles mais ce nombre enregistre de fortes déperdition au cours du cycle élémentaire du fait des difficultés que posent leur maintient à l'école.

Concernant la formation et la gestion de la petite enfance, on note une absence totale d'infrastructures y afférant. En effet, la communauté rurale de Gamadji est dépourvue de centre de formation, de case des tout petits, d'écoles maternelles publiques, et de centre d'éveil communautaire. Cependant, l'alphabétisation n'est pas en reste malgré la présence de plusieurs projets s'activant dans ce domaine tels que : USPA/PAPA, PAIS/ETAT, UNICEF(TOSTAN), PIP, etc.
Pour les daaras, malgré la volonté politique, ils restent quasi inexistants et ceux identifiés manifestent bruyamment le désir d'être pris en charge pour la gestion des talibés.

Dans la communauté rurale comme dans tout le département, les résultats scolaires sont en baisse, passant de 69,05% en 2007 à 62,64% en 2008 pour le CFEE contre une moyenne nationale de 56,70%. Pour l'entrée en 6éme, une baisse aussi a été enregistrée de 66,65% à 49,86%. Les facteurs explicatifs sont multiples :

Sans oublier ceux déjà mentionnés ci-dessus, on a aussi

- ✓ Le niveau de qualification des enseignants
- ✓ L'insuffisance des intrants de qualité ;
- ✓ L'insuffisance du contrôle et de l'encadrement ;
- ✓ Le manque de suivi des parents
- ✓ Le temps de travail insuffisant.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Insuffisance en équipements et matériels didactiques	Manque de moyens financiers et matériels	Double flux multigrade.	Acquisition des équipements et matériels didactiques.
Insuffisance et non fonctionnalité du CEM qui se trouve à Gamadji village	Construction inachevée	Déperdition scolaire, Manque de suivi des élèves, Démotivation des parents d'élèves.	Achèvement et équipement du CEM de Gamadji
Absence d'école dans certains villages enclavés et de cantines scolaires.	Manque de moyens financiers du conseil rural Faible revenu des parents.	Inaccessibilité de certains enfants à l'école Démotivation des parents et des élèves entraînant l'abandon de l'école par certains élèves.	Construction d'écoles dans les villages en nécessité. Création de cantines dans les écoles.
Faible scolarisation et maintient des filles	Mauvaise sensibilisation	Désengagement des parents Déperdition scolaire Taux élevé d'analphabétisme chez les femmes	Sensibilisation des APE. Redynamisation des APE.
Absence de programmes pertinents d'alphabétisation.	Participation limitée des partenaires	Démotivation des populations	Construction de salles d'alphabétisation. Formation des facilitateurs.
Absence de structures de formation professionnelle, et d'établissements franco arabe.	Manque de moyens financiers du CR Participation limitée des partenaires	Manque de formation des jeunes Diminution du taux de fréquentation des écoles arabe.	Construction de centres de formation fonctionnels Construction de Daaras modernes.

III.2. SANTE ET ACTION SOCIALE

Le stock infrastructurel sanitaire de la CR s'estime à 15 cases de santé dont 2 non fonctionnelles, deux postes de santé et deux maternités pour 23 villages officiels sans compter les hameaux. Soient un taux de couverture de 1 case de santé pour 2 villages, 1 poste de santé et 1 maternité pour 12 villages. Ce qui est très insuffisant comme couverture sanitaire pour répondre aux objectifs du Programme de Développement de la Santé qui sont entre autres :

- La réduction de la mortalité infanto juvénile ;
- La réduction de la mortalité maternelle ;
- Le relèvement du taux d'accouchement assisté ;
- La réduction de l'indice synthétique de fécondité ;
- La réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies infectieuses et parasitaires

Et concernant les normes de l'OMS qui sont de 1 poste de santé pour 10000 personnes et 1 sage femme pour 300 femmes en âge de reproduction, ces dernières ne sont pas encore atteintes car s'établissant dans la communauté rurale à 14000 personnes pour un poste de santé et plus de 1000 FAR pour une sage femme.

Atout cela s'ajoutent la situation des infrastructures qui sont dans un état de vétusté très avancé et sous équipés ; le personnel sanitaire qui est très insuffisant et peu qualifié.
Dans ce secteur, on note l'intervention de plusieurs acteurs tels que : l'ASRADEC, Médecin du monde, Terre des Hommes, Partenariat, Counterpart International et Illkricht.

Pour le bilan épidémiologie de la CR de Gamadji Saré, nous avons :

- Paludisme 30%
- Maladie de la peau 12%
- Infection respiratoire 16%
- Bilharziose 2%
- Diarrhée 9%
- Malnutrition 7%

Ce pendant les maladies hydriques sont les plus fréquentes dans la CR.

Contraintes	**Causes**	**Conséquences**	**Hypothèses de solutions**
faiblesse du taux de couverture sanitaire.	Insuffisance d'infrastructures sanitaires Non renouvellement des équipements sanitaires Manque de formation du personnel Rupture de stock très fréquent des médicaments	Faiblesse de l'accès aux soins de santé	Construction de cases de santé équipées et d'un poste de santé à Thiélao. Redynamisation et dotation des infrastructures sanitaires en équipements et médicaments. Bonne formation des matrones et auxiliaires.
Manque de moyen d'évacuation et difficultés d'approvisionnement en médicaments	Manque de moyens financiers du CR Absence de dépôt pharmaceutique	Difficultés de gestion de la santé communautaire	Dotation des postes et cases de santé de moyen d'évacuation Création de dépôts pharmaceutiques
Manque de sensibilisation	Insuffisance de personnel.	Ignorance de la population dans le domaine de la santé.	Formation des animateurs relais en information/éducation/communication (IEC).

Les problèmes de la santé dans la communauté rurale

- ✓ La faiblesse de l'accès aux soins de santé : elle est la conséquence de l'insuffisance des infrastructures de santé et de leur mauvaise répartition
- ✓ Les deux maternités qui existent manquent de personnel et d'équipement

- ✓ L'indisponibilité de médicaments : elle est la conséquence de l'inexistence de dépôt pharmaceutique d'où les ruptures permanentes dans l'approvisionnement en médicaments des structures de santé ; celles-ci connaissent également des problèmes d'équipement en matériel pour le traitement des patients
- ✓ Les difficultés d'évacuation des maladies : en dépit de la proximité de l'hôpital de NDioum, le problème d'évacuation des malades se pose avec acuité, notamment pour les zones du Waalo et du Jeeri. Cette situation devient plus difficile à gérer pendant l'hivernage.

III.3. HYDRAULIQUE

Dans la communauté rurale de Gamadji Saré, l'hydraulique est à quasi-totalité rurale à l'exception de quelques branchements à l'hydraulique urbaine notés dans le chef lieu de la CR et symbolisés par des bornes fontaines appartenant au réseau SONES.

L'hydraulique rurale est composée par les forages, les puits et les mares.

La plupart des forages se localisent dans la zone Jeeri. Les villages aux abords du fleuve se servent généralement de l'eau du fleuve pour leurs travaux domestiques.

Dans la communauté rurale de Gamadji Saré, le maillage est très faible pour permettre à l'ensemble des villages d'accéder à l'eau potable. Car pour 23 villages officiels, on note la présence de 14 forages dont 3 non fonctionnels, 1 en cours de construction et 2 châteaux d'eau. Ce qui explique le pourquoi la prévalence de la bilharziose et du vert de guinée est très forte. Et ce problème d'accès à l'eau potable est surtout difficile en saison sèche avec le tarissement des puits ; cette difficulté est plus perceptible dans le Jeeri du fait de la compétition entre les hommes et les animaux quant à l'accès aux forages.

Potentialités :

La communauté rurale de Gamadji Saré peut compter sur la disponibilité de cours d'eau et de nappes phréatiques qui ne sont pas en profondeur.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Insuffisance et vétusté des infrastructures et équipements existants	Insuffisance des moyens financiers de la CR Non fonctionnalité des comités de gestion	Absence de renouvellement des infrastructures et équipements existants	Construction de puits-forages et d'abreuvoirs Renouvellement de l'équipement existant Extension du réseau d'adduction d'eau
Manque d'organisation et de gestion	Absence de comités de gestion pour certains forages Faibles capacités d'organisation et de gestion des comités existants	Mauvaise gestion des infrastructures Pannes fréquentes	Formation de comités de forages Renforcement de capacités des comités

De par ce tableau ci-dessus, on voit nettement que la communauté rurale de Gamadji Saré est confrontée à :

- Des problèmes liés au maillage des forages et des difficultés de maintenance par les comités de forages ;
- L'insuffisance de points d'eau qui touche plus particulièrement les villages limitrophes des fleuves du Sénégal et du Doué ;
- Les pannes des forages qui sont fréquentes et témoignent de la défaillance du système d'entretien et de l'indisponibilité d'un stock de base de pièces détachés dû à l'insuffisance des ressources financières des comités de gestion et leur inorganisation.

III.4. ENERGIE

L'énergie est un facteur d'appui à l'amélioration de la qualité du service associé à chaque secteur pour le compte du développement local. Les services énergétiques ont une dimension transversale car intervenant dans le fonctionnement de toutes activités liées aux services offert à travers les secteurs qui composent le développement socioéconomique local.

Dans la communauté rurale, les principales sources d'énergie utilisées sont l'électricité, la lampe à pétrole et le bois.

L'électrification se limite seulement au niveau du chef lieu de la communauté rurale avec un niveau de raccordement des maisons très faible.

Pour les autres, leur utilisation est très fréquente dans le reste de la CR, surtout dans les villages enclavés.

Concernant l'énergie solaire et l'énergie éolienne, on note leur quasi inexistence dans la CR.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Insuffisance du niveau de raccordement	Manque de moyens financiers de la CR Eloignement des habitations	Faible électrification de la CR	Extension du réseau Développer des politiques de rapprochement des habitats
Absence d'énergie de substitution	Absence de politiques de promotion de l'énergie de substitution	Non électrification des villages enclavés	Promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire et éolienne Création de centrales solaires et éolienne

III.5. FEMME, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

Partout dans le monde, les femmes en tant que groupe, gagnent moins que les hommes, ont moins de bénéfices et ont des journées de travail plus longues. Leur travail et leurs opinions sont dépréciés. En général, les femmes ont des responsabilités familiales plus lourdes et sont souvent menacées de violence.

Elles sont également sous représentées aux niveaux décisionnels et elles font face à de nombreux obstacles lorsqu'elles veulent occuper des postes d'autorité d'où un véritable problème de discrimination.

Et la communauté rurale de Gamadji n'échappe pas à cette triste réalité qui motive davantage la prise en compte du genre dans son outil de planification du développement local.
Trois constats renforcent cette idée sur l'amélioration de la situation des femmes dans la CR

- le fait que les femmes forment un groupe désavantagé par rapport aux hommes, en terme de bien être (éducation, santé, revenu, etc.), en terme d'accès et de contrôle des moyens de production et en terme de pouvoir ;
- le fait que les femmes et les hommes ont des besoins différents, compte tenu de leurs rôles et responsabilités distinctes, et compte tenu de l'inégalité dans l'accès et le contrôle des ressources ;

- le fait que cette situation d'infériorité constitue un obstacle au développement, puisqu'elle limite les chances et les opportunités de la moitié de la population.

La quasi absence d'équipements des travaux domestiques y participe beaucoup. En effet, ces derniers permettraient aux femmes de se libérer de leurs charges quotidiennes pour pouvoir consacrer un peu plus de temps au développement de la collectivité et d'y participer activement. Mais aussi la division sexuelle du travail qui les à longtemps confinée au foyer et la sphère publique leur à était pratiquement interdite. Ce que les religions et beaucoup de mythes se sont évertués à entretenir.

Et pour y remédier, il s'avère nécessaire de s'appuyer sur ces organisations de bases marquées par le pullulement des GPF et GIE.

Très nombreuses dans la CR, ces organisations sont caractérisées par des niveaux d'éducation très bas de ses membres ne dépassant pas très souvent le niveau primaire.

Très peu de ces organisation ont des comptes dans les institutions financières et mènent des activités communes et génératrices de revenus.

Par contre, leurs présence constitue un atout sur le quel on peut s'appuyer pour promouvoir la gente féminine.

D'autre part, la Communauté Rurale compte 14742 jeunes, soit 54,88% de la population totale. Les jeunes sont donc majoritaires dans cette localité ; cependant tant au niveau organisationnel qu'économique, on note un manque d'activités génératrice de revenus chez cette frange de la population.

La culture reste le parent pauvre malgré l'existence d'ASC dans la plupart des villages de la Communauté Rurale. En effet les seules activités menées au sein de ces structures sont le football et les soirées. Les initiatives allant dans le sens de promouvoir les activités culturelles doivent être encouragées (création de troupes théâtrales, organisations de journées culturelles, etc.).

Les ASC mènent des activités sportives durant les « Navétanes » (saisons des pluies). Cependant, la plupart sont confrontées à un manque d'équipements et de matériels sportifs. Ils se contentent d'une simple aire de jeu non aménagée et couverte le plus souvent de creux, d'herbes et de flaques d'eau où il est difficile de jouer. Même le terrain de Football du chef-lieu de la Communauté Rurale ne fait pas l'exception. Les ASC ne s'intéressent pas généralement aux activités économiques et se caractérisent par une inertie durant la saison sèche où la plupart des jeunes migrent vers les villes soit à la recherche de travail, soit les besoins de leurs études.

Notons enfin l'existence d'un manque d'initiative et de volonté de la part des ASC qui se mobilisent difficilement dans les activités d'intérêt général telles que les investissements humains (désherbage et nettoyage des lieus publics). La promotion de l'éducation civique et de la citoyenneté serait d'une grande utilité pour les jeunes de la localité.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Insuffisance d'équipements sportifs et loisirs	La communauté rurale ne dispose pas d'assez de moyens	Absence d'aires de jeux dans la CR	Clôturer les terrains de foots Achèvement et équipement du foyer des jeunes
Inexistence d'AGR	Inaccessibilité aux crédits des jeunes Manque de formation	Absence d'initiatives chez les jeunes	Créer des AGR pour les jeunes par la promotion des initiatives Plaidoyer pour l'ouverture de lignes de crédits par les partenaires
Insuffisance d'équipements d'allégement des travaux domestiques	Inaccessibilité aux crédits Manque d'organisation des GPF	Insuffisance de la présence féminine dans le communautaire	Plaidoyer pour l'ouverture de lignes de crédits et la promotion par les partenaires pour l'acquisition d'équipements adéquats

III.6. ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

L'environnement est caractérisé par les eaux et forêts, le niveau d'assainissement, les habitats et la gestion des ressources naturelles.
La communauté rurale compte quatre forêts classées, toutes localisées dans la zone de l'île Amorphile (le Waalo).
Elles couvrent une superficie totale de 9 430Km² soit un taux de classement de 6,80% de la superficie de la CR

- Thiélao 3 400 ha
- Diarra 3 150 ha
- Ndioum Waalo 2 690 ha
- Ndioum Jeeri 9 990 ha (intercommunautaire)
- Lahel 156 ha (intercommunautaire)
- Sarpoh 661 ha (intercommunautaire)
- Koppé 190 ha

Ces forêts se composent pour la plupart d'étendue parsemée de souches sèches et dénudées de bois vert.

L'exploitation du bois y est prohibée tout comme celle du charbon à l'exception de celle de Diarra dont l'exploitation du bois est autorisée mais réglementée.

Concernant l'assainissement, il est quasi inexistante, les ordures sont déposées anarchiquement à travers toute la communauté rurale et des structures pour la gestion n'ont pas encore vues le jour.

Dans la communauté rurale, 40,03% des ménages ne disposent pas de toilettes et le chasse d'eau avec fosse septique reste le type de toilette le plus utilisé parmi les ménages faisant usage d'un quelconque type de toilette, soit un taux de 17,7%. En fin, les latrines non couvertes sont utilisées par 14% des ménages.

Les potentialités

La communauté rurale peut compter sur :

- L'existence de mise en défunt,
- La disponibilité d'espace pour la mise en place de pépinières villageoises,
- Et l'engagement d'un service des eaux et forêts très dévoué à restaurer l'espace vert

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Déforestation	Feux de brousse Occupation anarchique de l'espace	Faible densité des arbres	Création de mises en défens et d'un centre de pépinières. Mise en place de politique de reboisement et de comité de prévention contre les feux de brousse.
Prolifération des dépôts d'ordures	Absence de structures de gestion des ordures	Dépôt anarchique des ordures Dégradation de l'environnement	Mise en place de structures adéquates
Pollution des eaux de drainage	Absence de canalisation	Dégradation des terres	Canaliser les eaux de drainage

III.7. SECURITE ET PROTECTION SOCIALE

La communauté rurale n'est pas très nantie sur le plan de la sécurité des biens et des populations. Mais néanmoins, elle bénéficie de l'existence de la sous préfecture qui se trouve dans le village chef lieu de la CR, de l'intervention de la brigade de gendarmerie qui se trouve à NDioum.

Cette insuffisance de ressources en sécurité, crée une instabilité marquée par les vols de bétails et un fort développement de la fraude.

IV. DIAGNOSTIC DES ACTIVITES ECONOMIQUES

IV.1. L'AGRICULTURE

Elle constitue la base de l'économie locale avec plus de 90% de la population active totale. Et la présence dans la communauté rurale des cours d'eau et des types de sols tels que les sols sablo-argileux ou fondé, les sols argileux ou hollaldé et les sols sablonneux ou séno font que l'agriculture se pratique sous différentes formes dont : l'agriculture irriguée, l'agriculture de décrue et l'agriculture sous pluies.
Ce pendant, on note aussi dans la communauté rurale une potentialité basée sur la diversité culturale. En effet, on a les cultures vivrières et céréalières, les cultures maraîchères et industrielles telles que la tomate

IV.1.1. L'agriculture irriguée

Malgré l'existence des lois et des règlements qui régissent la gestion des terres par les conseils ruraux, les modes de tenue traditionnelle persistent et freine le rythme des aménagements. Ce qui fait que ce type de culture spécialement basé sur les aménagements hydro agricoles ne cesse d'enregistrer un recule dans sa pratique et de ses rendements.

A cela s'ajoute que, l'essor des cultures irriguées est stoppé par d'autres pesanteurs en plus de ceux citer ci-dessus, parmi les quels :

- Les couts élevés des aménagements :

Primaire	=	600 000F/HA
Secondaire	=	1 500 000F/HA
Tertiaire	=	3 000 000F/HA

- Les coûts élevés des équipements

IV.1.2. L'agriculture de décrue

Pratiquée dans le Waalo, le potentiel disponible en terre décrue est limité à cause de la persistance de la sécheresse des dernières années, mais aussi à cause du développement des aménagements aux dépens des terres de crues.

Les superficies de décrue sont aussi réduites du fait des inondations insuffisantes, conséquence des fonctions de régulation que jouent les deux barrages de diama et manantali.
En effet, le maintient du niveau des eaux du fleuve Sénégal à la côte 1,50 I.G.R, ne favorise pas l'écoulement de l'eau hors du lit majeur.

Sans oublier, la forme d'appartenance des terres. Comme en culture sous pluie, le système d'exploitation en culture de décrue est archaïque dans son ensemble. Cette forme d'agriculture ne permet pas aux agriculteurs de se procurer, avec les revenus tirés de leurs rentes, suffisamment d'engrais minéral ou organique et de renouveler les semences et l'équipement agricole.

Les principales spéculations pratiquées en culture de décrue sont les suivantes :

- Le sorgho sur les cuvettes
- Le niébé ; le mais ; les pastèques au niveau des berges

IV.1.3. L'agriculture sous pluie

Elle est largement dominante dans la zone du Jeeri; les sols y sont majoritairement sablonneux, mais on y trouve aussi des sols sablo-argileux.

Les principales spéculations sont :

- Le petit mil ; le sorgho
- Le niébé ;
- Le beref

Bien que les superficies exploitables soient importantes, on assiste à une constante régression des surfaces emblavées dû aux déficits pluviométriques enregistrés durant ces dernières années.

Le recul des cultures sous pluies pourrait être imputable à la mauvaise qualité des semences, l'irrégularité des pluies, l'arrêt précoce des pluies (à l'exception de cette année), à l'inadaptabilité et la vétusté du matériel agricole. Paramètres qui font que l'agriculture sous pluies ne peut plus assurer l'alimentation des exploitants et est victime d'une baisse continuelle des rendements. Ce qui explique la raison de son délaissement au profit des autres formes d'exploitation telles que la culture irriguée et la culture de décrue ou l'élevage.

Les potentialités

Dans la communauté rurale de Gamadji Saré, l'agriculture est pratiquée sous ses diverses formes. Ce pendant, elle bénéfice de l'existence de trois cours d'eau (le fleuve du Sénégal, le fleuve doué et le fleuve gayo) pour l'agriculture irriguée et de décrue, d'une disponibilité des terres cultivables à 70% de la superficie totale.

Pour ce qui est des contraintes qui entravent le développement de l'agriculture en général dans la communauté rurale de Gamadji Saré, voir tableau ci dessous :

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Absence de grands aménagements	Insuffisance des moyens financiers de la CR	Faible capacité de production de l'agriculture irriguée	Aménagement de cuvettes
Faible productivité	Baisse de la fertilité des sols Absence de diversification des cultures Manque de formation des agriculteurs Prolifération des déprédateurs et autres parasites Divagation du bétail	Baisse de la production Difficultés d'accès aux équipements modernes	Vulgariser les techniques de compostage Former les agriculteurs Diversification des cultures Lutte contre les déprédateurs Parcage du bétail

Vétusté du matériel agricole et manque de semences de qualité	Faiblesse des revenus Inaccessibilité aux crédits	Baisse des rendements	Faciliter l'accès aux crédits. Equiper les PIV
Manque d'eau	Baisse des nappes phréatiques Ensablement des mares Insuffisance d'équipements pour retenir l'eau de surface Perturbation des crues Déficit pluviométrique	Faible pratique des cultures hors saison Baisse des rendements	Construction de bassin de rétention Lutter contre l'érosion éolienne occasionnant l'ensablement des mares Plaider pour l'amélioration des politiques de lâchers des barrages pour plus de crues
Absence d'infrastructures et équipements de transformation et conservation	Insuffisance des moyens financiers de la CR Absence de partenaires investisseurs	Baisse des revenus des agriculteurs due aux pertes occasionnées par les déperditions et la faiblesse des prix	Mise en place d'infrastructures adéquates pour la transformation et la conservation
Absence de parcours de bétails	Absence de plan d'aménagement de l'espace pastoral	Conflits entre agriculteurs et éleveurs	Aménager et sécuriser l'espace pastoral Mettre des grillages autour des champs

IV.2. L'ELEVAGE

L'élevage est un secteur important aussi bien au niveau national, régional, départemental et surtout local. Cette importance apparaît dans les différents documents de planification (nationale, régionale et locale) du développement économique et social. Cette manifestation d'intérêt pour le secteur se justifie par son potentiel énorme insuffisamment exploité et sa contribution à la réduction de la pauvreté. Malgré cette importance capitale, dans la communauté rurale de Gamadji l'élevage reste toujours traditionnel, et pratiqué pour la plupart par l'ethnie peuhle. Ce pendant, l'élevage n'est pas toujours suffisamment exploité. Ce qui montre que son développement nécessite une accélération de la modernisation du secteur à travers son intensification et la réduction de sa vulnérabilité aux aléas climatiques. En effet, l'élevage est faiblement exploité dans la communauté rurale et il est caractérisé par l'existence d'un important cheptel de bovins, d'ovins et de caprins.

Les potentialités :

Comme potentialité, la communauté rurale compte sur :

- La disponibilité d'importantes superficies incultes
- L'existence de plusieurs forages et de points d'abreuvement qui constituent le fleuve et ses défluents
- Les possibilités qu'offrent les sous produits agricoles pour l'alimentation du cheptel
- Disponibilité d'un cheptel important

Ce pendant, des contraintes d'ordre naturel, humain et structurel existent et tendent à bloquer le dynamisme de l'élevage dans la communauté rurale.

Et pour ce qui est des contraintes, voir le tableau ci-dessus :

Contraintes	**Causes**	**Conséquences**	**Hypothèses de solutions**
Réduction des zones de pâturage	Dégradation de l'environnement Habitation anarchique Pratique de l'élevage traditionnel Pollution de l'espace pastoral Commercialisation du tapis herbacé	Inaccessibilité de l'aliment de bétails Inaccessibilité des résidus agricoles	Intensification de l'élevage Lutter contre l'occupation anarchique de l'espace Lutter contre la commercialisation du tapis herbacé Lutter contre la pollution de l'espace pastoral
Fréquence du vol de bétail	Non pratique des techniques de sécurisation du bétail telles que le marquage	Difficulté à pratiquer l'élevage surtout l'embouche et le petit élevage	Politique de sécurisation du bétail
Insuffisance et manque d'eau	Insuffisance des équipements infrastructures hydrauliques Tarissement des puits et mares en saison sèche	Inaccessibilité à l'eau	Aménagement des mares Fonçage de puits Extension du réseau d'adduction d'eau Construction d'abreuvoirs Récupération des eaux de surface.
Insuffisance de parcs à vaccination	Insuffisance des moyens financiers de la CR	Inaccessibilité aux soins de santé animale Utilisation abusif des médicaments frauduleux	Construction et équipement des parcs à vaccination.
Difficultés d'approvisionnement en aliment bétail et en médicaments vétérinaires	Eloignement des lieux d'approvisionnement Enclavement des villages Absence de dépôts pharmaceutiques et de magasins de stockages pour aliments de bétails	Inaccessibilité et cherté des aliments de bétails Utilisation abusif des médicaments frauduleux	Créer un dépôt pharmaceutique et des magasins de références

IV.3. LA PECHE

La pêche continentale est avant tout une activité de subsistance pour les populations. Elle est caractérisée par des pratiques artisanales à l'aide de pirogues traditionnelles avec des techniques variées. La pêche à la ligne, à la nasse et aux filets constituent les principales techniques appliquées dans la localité.

A cette situation, s'ajoute :

- Le déficit de production du fait de la disparition de certains produits ;
- L'insuffisance des eaux du fleuve entrainant un manque de crue ;
- Le manque de matériel de pêche adéquat ;
- Le manque de formations des pêcheurs ;
- L'absence de crédit adapté à ce secteur au niveau du système bancaire ;
- Le manque d'organisation des pêcheurs ;
- Et la non exploitation de la pisciculture au niveau des cuvettes.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Faible productivité	Perturbation des crues Perturbation des cycles de production Non respect du code de la pêche	Baisse de la production Recule de l'activité	Lutter contre l'insuffisance des crues Lutter contre la perturbation des cycles de reproduction Promouvoir le respect du code de la pêche et la pisciculture au niveau des cuvettes
Accès difficile aux crédits et équipements	Absence d'organisation des acteurs	Absence d'équipements adéquats	Création d'une mutuelle des pêcheurs Plaidoyer pour l'ouverture de lignes de crédits par les partenaires pour les pêcheurs

IV.4. L'ARTISANAT

Il est très diversifié, mais reste dans un cadre purement informel. L'artisanat constitue un secteur non négligeable car étant le seul recours pour la formation des jeunes pour la qualification de la main d'œuvre.
Par contre, il est faiblement représenté dans la communauté rurale de Gamadji Saré et son développement est freiné par plusieurs facteurs dont l'essentielle se trouve dans le tableau ci-dessous.

Les principaux corps de métiers recensé sont : la poterie, la mécanique, la menuiserie et la vannerie.
Cependant, l'organisation en coopératives, en GIE ou en section villageoise n'existe pas et la production artisanale sert tout juste à satisfaire les besoins locaux.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Accès difficile au financement	Manque d'organisation	Faible modernisation du secteur	Mise en place d'un fonds de crédit.
Manque d'outils de production, insuffisance et vétusté des matériels.	faiblesse des revenus	Difficile accès aux marchés locaux	Amélioration des revenus
Inexistence de centre artisanal.	Manque de Moyens financiers de la CR Manque d'organisation	Faible développement du secteur Pratique de l'artisanat traditionnel	Construction d'un centre artisanal. Organisation des artisanats

IV.5. LE COMMERCE

Le commerce connait des difficultés surtout en ce qui concerne la création de marchés hebdomadaires dans la CR. Etant à proximité de la Mauritanie et entourée de marchés permanents et hebdomadaires tels que Galoya, Medina NDiathbé, Thillé Boubacar, Fanaye, Tatki, Ganina etc, la communauté rurale de Gamadji Saré est confrontée à d'énormes difficultés à supporter cette concurrence, ce qui l'empêche d'instaurer une journée pour son propre marché.

Le développement du commerce intra communauté est aussi freiné par l'enclavement de la plupart des villages de la CR.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Manque de moyens financiers	Difficultés d'accès au crédit	Absence de grands commerçants	Mise en place d'un système d'accessibilité au crédit
Absence de marché.	Manque de moyens financiers de la CR	Faible développement du commerce intra communautaire	Création de marché hebdomadaire
Insuffisance de pistes de production.	Manque de moyens financiers de la CR	Faible développement du commerce dû à l'enclavement de la majorité des villages	Construction de pistes de production.
Absence d'équipements marchands	Manque de moyens financiers de la CR	Difficultés de conservation des céréales ou productions agricoles Quasi inexistence d'un marché quotidien dans le chef lieu de la CR (Gamadji village)	Construction de magasins, de souks et de tables

IV.6. TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS

Les déplacements sont très difficiles surtout dans le Waalo et le Jeeri pendant l'hivernage. La couverture du réseau téléphonique est d'une faible intensité dans la plupart des villages de la communauté rurale. Cependant, le déficit en communication interne et externe est criard, seule la radio communautaire de Namarel existe dans toute la communauté rurale. On note une absence totale de points de vente de journaux.

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
Insuffisance de pistes de production.	Manque de moyens financiers de la CR	Faible mobilité des populations Enclavement des villages Inconsistance du réseau routier	Aménagement et augmentation des pistes de production
Insuffisance de la couverture du réseau téléphonique	Faible extension du réseau téléphonique	Difficile communication	Extension du réseau téléphonique.

IV.7. EPARGNE ET CREDIT

L'économie locale soufre d'un manque de financement. C'est la raison pour laquelle la mise en place de politique d'accessibilité aux crédits se pose comme étant une des priorités majeures dégagées au niveau des populations qui, le plus souvent, n'arrivent pas à mener correctement leurs activités. C'est ainsi qu'un plaidoyer au prés de partenaires pour une ouverture de ligne de crédits allant dans le sens de la promotion des différentes activités de l'économie locale constitue une des préoccupations dans le but d'une meilleure accessibilité au crédit. Signalons cependant qu'il existe déjà des institutions financières qui se trouvent pour la plupart à NDioum et qui couvrent toute la zone, mais dont les modalités et les crédits octroyés ne motivent pas les populations à les fréquenter. Ce qui nécessite une réadaptation du système mais aussi une sécurisation du crédit octroyé. Et cela ne pourra être possible qu'à travers une bonne sensibilisation et une bonne formation des populations.

V. DYNAMIQUE ORGANISATIONNELLE

V.1. LE CONSEIL RURAL

La communauté rurale de Gamadji Saré a été créée en 1974. Elle est définie par la loi 96-06 du 26 mars 1996 en son article 192 comme étant une collectivité locale. Elle regroupe aujourd'hui 23 villages reconnus officiellement. Le conseil rural travaille en commission sur les neuf (9) domaines de compétences transférées.

V.1.1. Les organes

Le conseil rural est composé de 02 organes essentiels :

- le conseil rural (organe délibérant)
- le président du conseil (organe exécutif)

Le conseil rural de Gamadji Saré compte 46 membres élus pour un mandat de 05 ans (2010 – 2015). Ce pendant, vingt (20) villages sur 23 sont représentés au sein du conseil rural soit la presque totalité des villages. Les femmes sont au nombre de 02/46 conseillers soit 4,35%. La répartition par appartenance politique donne la majorité à la coalition présidentielle.

V.1.2. L'Organe exécutif

Le conseil rural est dirigé par un président élu par ses pairs. Il est assisté par deux vices – présidents. Le conseil rural pour mieux gérer les compétences transférées s'est réparti en seize (16) commissions :

- Finances
- Domaniale
- Santé Actions Sociales/Emploi des jeunes
- Education
- Jeunesse Sport et Loisirs
- Culture
- Environnement
- Aménagement du Territoire et Planification
- Urbanisme et Habitat
- Etc.

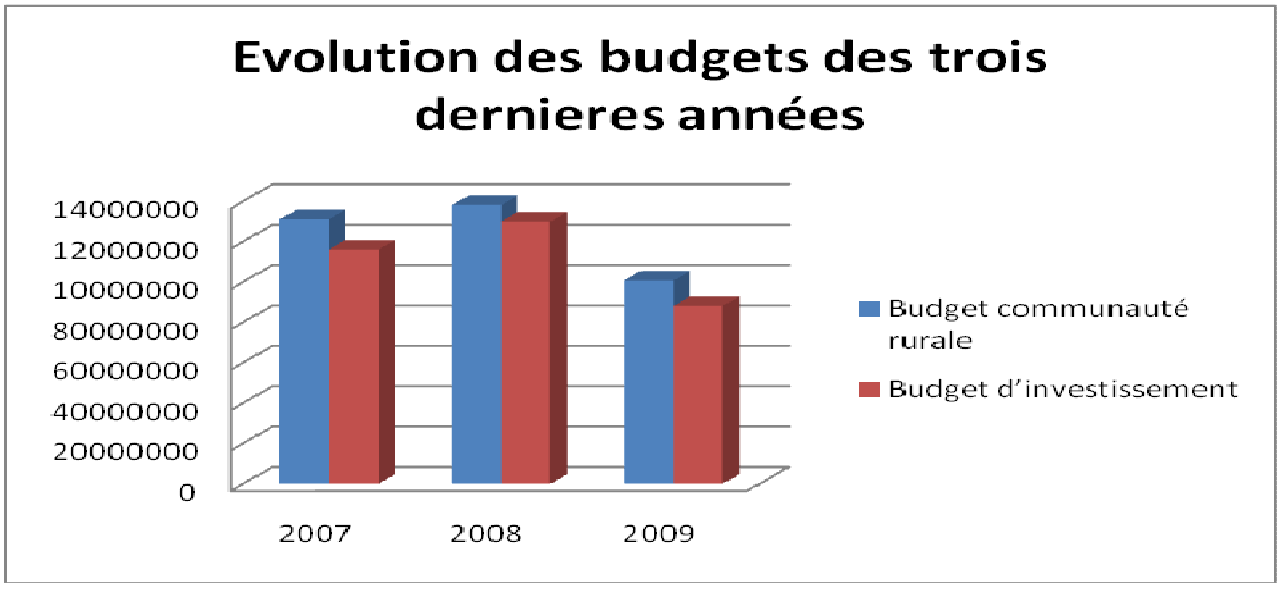
Chaque commission comprend un (1) président et des membres, le président est chargé d'ordonner leur envoi sur le terroir, supervise et coordonne leurs activités.
Toute décision du conseil rural est prise après délibération de ses membres. Le conseil rural se réunit sur convocation du Président du Conseil Rural (P.C.R.) (Article 222 du code des collectivités locales).

V.1.3. Les ressources financières de la communauté rurale

Les ressources financières de la Communauté Rurale proviennent essentiellement de la taxe rurale, les fonds de dotation octroyés par l'Etat et les subventions accordées par les partenaires. Cependant la mobilisation des recettes budgétaires n'est pas aisée.
Le recouvrement de la taxe rurale bute surtout sur des problèmes liés à la confiance des populations envers leurs élus, un caractère facultatif du paiement de la taxe (aucune loi n'oblige le citoyen à s'acquitter de sa taxe). Les années d'élection, le taux de recouvrement est presque nul parce que les conseillers et les chefs des villages qui concourent au suffrage évitent les sanctions négatives des électeurs en réclamant la taxe.

Evolution des trois (3) derniers budgets :
En ce qui concerne l'évolution budgétaire pour les trois dernières années le tableau ci-dessous nous y renseigne.

Années	Budget communauté rurale	Budget d'investissement	Pourcentage
2005	131 033 227	116 063 419	88,57%
2006	131 033 227	116 063 419	88,57%
2007	131 033 227	116 063 419	88,57%
2008	138 150 000	130 000 000	94,10%
2009	100 720 142	88 132 001	87,50%



Durant les trois dernières années, l'évolution budgétaire dans la communauté rurale de Gamadji Saré est très irrégulière avec un faible pique en 2008 de 7miilions par rapport à l'année 2007, suivi d'une drastique de plus 30 millions en 2009. Ce qui montre la nécessité pour la communauté de développer ses partenariats et son système de recouvre des taxe locales.

Par ailleurs, on constate la communauté rurale est très dynamique en ce la part de l'investissement dans son budget avec un taux qui tourne de 88%.

Les réalisations des trois dernières années de la CR sont synthétisées dans le tableau ci-après :

Investissements		**2007**	**2008**	**2009**	**TOTAL**
Secteurs	Equipements Administratifs	240 000	2 000 000	1 500 000	
	Voirie rurale	1 200 000		2 000 000	
	Hydraulique	35 412 000	12 000 000	11 887 930	
	Infrastructures commerciales	8000 000			
	Santé, Hygiènes et Actions sociales	15 000 000	77 000 000	35 000 000	
	Education, Jeunesse, Culture et Sport	348 000	24 000 000	22 000 000	
	Tourisme	5 000 000	2 000 000	2 244 071	
	Actions de développement	35 863 419	11 000 000	9 000 000	
	Autres	15 000 000	2 000 000	4 500 000	
TOTAL		**116 063 419**	**130 000 000**	**88 132 001**	**334 195 420**

Au cours des trois dernières (2007-2009) la CR de Gamadji Saré a investi approximativement 334 195 420 dans les secteurs prioritaires de son économie locale. Pour la réalisation de ces différentes actions, plusieurs acteurs au développement ou partenaires ont participé à leur financement.

Entre autres, on peut citer : le PSIDEL, l'ILLKIRCH, le PRS, La Coopération Nippone, le PADER, le PNUD et le PNDL.

Mais aussi, la collectivité locale grâce à la mobilisation des fonds de concours de l'Etat sénégalais en appui aux CL ; ces fonds sont mis en place sous forme d'apport pour la réalisation des investissements prévus.

Ce pendant, on note une baisse des investissements de 2009 par rapport à ceux de 2007 et 2008. Cela, dû au fait que la communauté rurale ne compte que sur l'apport des partenaires à part les fonds et la non contribution d'un des partenaires c'est fait sentir par un déficit.

Budget	**2007**	**2008**	**2009**
Investissement	116 063 419	130 000 000	88 132 001

V.2. LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE

En raison du développement de la culture irriguée, la communauté est assez dotée en organisation de base. On dénombre :

- 7 CVD dont: Pellital (axe moyen Jeeri) ; KAWRAL ; Fedde Tidiane Hane ; CIED (Centre d'information et d'éducation pour le Développement) ; FADI(Waalo) ; ADENA et ADEBO (axe Jeeri)
- **GIE (**Groupement d'Intérêt Economique) des éleveurs

- **120 GPF (**Groupement de Promotion Féminine**),** qui se constituent autour d'activités précises (jardin, moulin à mil, artisanat, MEC,...).
- **6 sections villageoises à Gamadji Saré, Nianga, Lidoubé, Diara, Thiélao et Ouro Maley**
- **Associations socioculturelles (ASC)**
- **Associations villageoises de développement.**

Cette forte présence des organisations de base donne des chances réelles à la population de s'impliquer dans le processus de développement communautaire.
Par contre, leurs collaboration avec le conseil rural mérite d'être améliorée, vue l'ignorance des rôles et responsabilités constatés à tous les niveaux. L'encadrement par les services mérite aussi une amélioration surtout basée sur l'identification des besoins des OCB.

V.3. LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES

La communauté rurale bénéficie de l'appui de l'ETAT à travers le CADL. Le service des eaux et forêts, le service de l'élevage, la brigade de l'hydraulique, tous basés à NDioum, et la sous préfecture sont activement présents dans la zone. Les services régionaux basés à Saint Louis y interviennent aussi.

V.4. ONG ET ORGANISMES D'APPUI

Les organisations partenaires évoluant dans la zone sont nombreuses et leurs actions s'inscrivent en droite ligne avec le développement local. On peut citer le PIP, FSD, Le RIAD etc.

ORGANIATIONS	DOMAINES D'INTERVENTION
PIP/USE	Banque de céréales/Maraichage
SAED	Riziculture, maraichage et aménagement
MCE	Aménagement
TOSTAN	Alphabétisation
FSD	Elaboration PLD/Alphabétisation
CNCAS	Crédit
PADER	Appui agriculture, élevage
COUNTERPART INTERNATIONAL	Santé, éducation, agriculture, élevage, crédit
TERRE DES HOMMES	Santé
ASRADEK	Santé
ANCAR	Appui-conseil
ASPRODEB	Organisation paysanne-Appui femme-Crédit
FEME (Fonds Mondial pour le Développement)	Environnement-Microcrédit
RIAD	Infrastructures, Développement

Les initiatives locales sont limitées par les contraintes suivantes :

- ❖ Faible volonté de coordination ou tout au moins de concertation entre les acteurs internes et les intervenants
- ❖ Faible capacité des acteurs locaux pour mieux jouer leurs rôles
- ❖ Manque de coordination entre les intervenants.

VI. PERSPECTIVE DE DEVELOPPEEMNT

VI.1. LA ZONE ILE AMORPHILE

Cette zone à la particularité d'être traversée par le Doué et le Gayo (deux affluents du fleuve Sénégal) et dispose de vastes terres fertiles aptes à la culture et capable de retenir suffisamment longtemps l'eau. Elle a une vocation essentiellement agricole, suivie de l'élevage. Son économie est conditionnée par les aménagements hydro agricoles qui s'y développent mais également par la crue.

Le droit de culture est reconnu pour tous, ce pendant le droit de propriété foncière répond à une pratique coutumière qui favorise une minorité.

La zone est également caractérisée par l'existence des 4 forêts classées de la CR.

La mise en valeur de la zone sera essentiellement rizicole mais non exclusivement. L'élevage, le pêche et la sylviculture seront des activités secondaires privilégiées.

L'accent devra être mis la culture attelée mais également sur les cultures de décrue tant que la reléve de celle-ci n'est pas en grande partie assurée par les cultures irriguées.

La coexistence de ces deux systèmes de production nécessitera le maintien de la crue pendant un certain temps, ce qui entre autres avantages, permettra :

- La résorption du déficit céréalier de la CR ;
- La garantie de surplus de production commercialisable ;
- La garantie de pâturage de décrue et de pont d'abreuvement pour le bétail ;
- La création des conditions plus favorables pour la reproduction des espèces halieutiques ;
- La recherche de la nappe phréatique.

En culture irriguée et de décrue, la disponibilité de l'eau rendra plus pratique la culture céréalière et permettra de mener d'autres activités telles les cultures maraîchères et fourragères et le développement de l'arboriculture.

VI.2. LA ZONE JEERI

Elle couvre une superficie qui fait approximativement 80.12% de la superficie de la CR. Elle compte 9 villages peuplés essentiellement de Peulh.

Ces villages sont pour la plupart constituées d'hameaux et dispersés en fonction des saisons, de l'état des lieux de pâturage et des points d'eau.

La zone Jeeri est une plaine au relief peu accidenté, à climat Sahélo- Sahélien dont les pluies, en raison de leur rareté, constituent une contrainte majeure au développement du milieu.

C'est aussi une zone à vocation essentiellement pastorale où les activités d'élevage mobilisent presque 80% de la population active et son orientation devra se poursuivre dans cette direction.

La zone Jeeri est également caractérisé par :

- L'absence de forets classée et de marres pouvant retenir l'eau pendant l'année
- La perméabilité des sols et leur pauvreté en matière organique ;
- Le dépeuplement des villages au profit du Waalo (sécurité alimentaire oblige)

L'insuffisance des points d'abreuvement se traduisant par la transhumance vers les zones plus propices : Linguère, Kaolack et Tambacounda.

La mise en œuvre du développement de la zone devra donc viser l'exploitation rationnelle du troupeau, la protection et l'amélioration de l'alimentation du cheptel et enfin la sédentarisation des éleveurs.

Sur le plan agricole, l'accent devra être mis, avec le retour des pluies ces deux dernières années à la normale, sur les cultures pluviales par l'utilisation de semence sélectionnée, d'engrais organique et minéral, assolement et rotation des cultures, association agriculture/élevage.

Il pourrait être également envisagé le développement de la culture maraîchère et de l'arboriculture surtout à partir des forages, des puits mais également à partir de l'irrigation par aspersion.

Pour l'élevage, il conviendrait :

- De poursuivre et d'intensifier la lutte contre les grandes épizooties et d'autres affections comme les maladies telluriques et carentielles.
- D'augmenter la productivité du cheptel par l'amélioration de la croissance et de la précocité et accroissement du taux de fécondité.
- Une meilleure gestion de l'espace pastorale

D'organiser et de redynamiser la coopérative d'éleveurs, les sections d'éleveurs et les GIE d'éleveurs pour la prise en charge de la commercialisation du bétail mais et surtout de l'aliment de bétail.

En fin de compte, avec une population composée de 53% d'agriculteurs, 44% d'éleveurs, de 1,5% de pêcheurs et 1% d'artisans, la communauté rurale peut envisager son développement sur la diversité de ses acteurs économiques, sur l'intervention plusieurs partenaires et de l'appui institutionnel des services étatiques.

Mai aussi en s'attaquant à ses principaux contraintes que sont :

- L'enclavement de certaines zones par l'insuffisance des pistes de production
- L'insuffisance et la défectuosité des infrastructures et équipements sociaux et économiques
- L'inaccessibilité des services sociaux de base

- Le caractère traditionnel des principales activités à vocation économique telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche, et l'artisanat, etc.
- Etc.

VI.3. ENJEUX DU DEVELOPPEMENT LOCAL DE LA CR

La CR de Gamadji Saré dispose de conditions favorables malgré les différentes contraintes pour son développement. Ces conditions peuvent être résumées comme suit :

- un potentiel de terres irrigables important capable de satisfaire les besoins de l'ensemble des producteurs de la collectivité locale ;
- des ressources animales diversifiées et en nombre important ;
- une agriculture de décrue qui offre encore d'énormes possibilités en termes de production agricole et de renforcement des stocks alimentaires locaux ;
- une émigration qui reste engagée auprès des populations des terroirs d'origine ;
- un Conseil Rural qui est entrain de prendre conscience des exigences de développement de la localité comme en témoigne cette initiative de réactualisation du PLD précédent ;
- un mouvement associatif pour le développement assez dense et présent dans presque tous les villages de la CR.

Ces conditions favorables doivent, cependant être conjuguées avec un certain nombre de facteurs défavorables qui ont pour noms :

- une agriculture peu productive avec un accès à la terre très limité ;
- un élevage extensif qui n'est pas bien valorisé économiquement ;
- des voies et moyens de communication déficients ;
- une situation sanitaire pas très favorable et des ressources humaines avec des capacités encore faibles pour l'essentiel ;
- des ressources financières en provenance de l'émigration peu valorisées au plan économique.
- La dégradation de l'environnement due à l'action anthropique de l'homme, la pollution des eaux de surface, l'absence de rigueur dans l'application du PAOS et les effets dus aux changements climatiques.

SOUS SECTEUR		POTENTIALITES	CONTRAINTES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
AGRICULTURE	**Irriguée**	Existence Soleil Fleuve Sénégal Marigot Doué Superficie non aménagée 20 PIV Organisations de producteurs et Privés disponibles PAOS	Absence de grands aménagements Faible productivité Vétusté du matériel agricole et manque de semences de qualité Absence d'infrastructures et équipements de transformation et conservation Difficultés commercialisation Beaucoup de forêts classées	Aménagement de cuvettes Vulgariser les techniques de compostage Former les agriculteurs Diversification des cultures et utilisation des cycles courts Lutte contre les déprédateurs Faciliter l'accès aux crédits Equiper les PIV Construction de bassin de rétention Lutter contre l'érosion éolienne occasionnant l'ensablement des mares Plaider pour amélioration des politiques de lâchers des barrages pour plus de crues Mise en place d'infrastructures adéquates pour la transformation et la conservation Aménagement d'un espace de commercialisation
	Décrue	Grandes surfaces exploitables disponibles (Falo, Fondé et Holaldé) Produits variés Main d'œuvre	Faible productivité Vétusté du matériel agricole et manque de semences de qualité Absence d'infrastructures et équipements de transformation et conservation Difficultés commercialisation Absence appui de l'Etat	
	Sous pluie	Disponibilité des terres cultivables soit environ 70% de la superficie totale	Déficit pluviométrique Faible productivité Vétusté du matériel agricole et manque de semences de qualité Absence d'infrastructures et équipements de transformation et conservation Difficultés commercialisation	
ELEVAGE		Disponibilité de l'espace et une expérience locale très avancé en élevage tirée des pratiques traditionnelles 7 parcs de vaccination vétustes dont 6 à Namarel et 1 à Gamadji 1 poste vétérinaire à Namarel	Réduction des zones de pâturage Fréquence du vol de bétail Insuffisance et manque d'eau Insuffisance de parcs à vaccination et poste vétérinaire Difficultés d'approvisionnement en aliment bétail et en médicaments vétérinaires de qualité Absence de parcours de bétails Présence de maladies endermiques	Intensification de l'élevage Lutter contre l'occupation anarchique de l'espace Lutter contre la commercialisation du tapis herbacé Lutter contre la pollution de l'espace pastoral Politique de sécurisation du bétail Aménagement des mares Fonçage de puits et création de forage Extension du réseau d'adduction d'eau Récupération des eaux de surface. Construction et équipement des parcs à vaccination et de poste vétérinaire. Recyclage et renforcement de capacité des auxiliaires de santé Augmenter le personnel vétérinaire Créer un dépôt pharmaceutique et des magasins de références Promotion et vulgarisation des cultures fourragères et valorisation des sous produits agricoles Aménager et sécuriser l'espace pastoral Mettre des grillages autour des champs

ENVIRONNEMENT	Existence de mise en défens	Désertification Prolifération des dépôts d'ordures Pollution des eaux de drainage	Création de mises en défens et de pépinières villageoises. Mise en place de politique de reboisement et de comité de lutte contre les feux de brousse. Valorisation des produits de cueillettes Mise en place de structures de gestion des ordures Canaliser les eaux de drainage Réhabiliter les forêts classées dégradées
HYDRAULIQUE	Le mæstrithtien : Il est capté à une profondeur de 100 à 250 m. Son eau est très douce sauf en bordure du fleuve où elle peut être saumâtre. Le paléocène : Capté de 100 jusqu'à 150 m Le terminal continental : Capté par les puits de 15 à 50 m. Ces nappes varient en profondeur au fur et à mesure que l'on avance vers le Sud	Insuffisance et vétusté des infrastructures et équipements existants Manque d'organisation et de gestion	Construction de puits-forages et d'abreuvoirs et de forages Renouvellement de l'équipement existant Extension du réseau d'adduction d'eau Mise en place d'ASUFOR Renforcement de capacités
ARTISANAT	Corps de métiers existants : forgerons, boulangers, fabricants d'huile, maçons, menuisiers, potières, teinturières, vulgarisateurs, bucherons ….	Accès difficile au financement. Manque d'outils de production, insuffisance et vétusté des matériels. Inexistence de centre artisanal. Absence d'organisation, d'appui	Mise en place d'un fonds de crédit. Amélioration des revenus. Construction d'un centre artisanal. Organisation des acteurs
ENERGIE	Existence du réseau électrique	Insuffisance du niveau de raccordement à Gamadji et Alwar et inexistence d'électricité dans les autres villages Absence d'énergie de substitution	Extension du réseau Développer des politiques de rapprochement des habitats Promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire et éolienne Création de centrales solaires et éolienne
COMMERCE	Existence de potentialités commerciales (disponibilité de produits agricoles et d'élevages), traversée par la route nationale N°2.	Manque de moyens financiers. Absence de marché et d'équipements marchands. Insuffisance de pistes de production. Absence de magasins de stockage.	Mise en place d'un système d'accessibilité au crédit. Création de marché hebdomadaire. Construction d'équipements marchands (des souks, des tables, des hangars, etc.) Construction de pistes de production. Construction de Magasins
TRANSPORT & TELECOMMUNICATION	Existence de 22Km route goudronnée, 20Km de routes latérites dont 5 pistes et du réseau téléphoniques, 1 média communautaire à Namarel.	Insuffisance de pistes de production. Insuffisance de la couverture du réseau téléphonique Insuffisance de medias communautaires	Construction de ponts, équipement de bacs et aménagement de pistes Extension du réseau téléphonique. Création de média communautaire

EDUCATION & FORMATION	1 collège à Thiélao, des Ecoles élémentaires, Ancienne maison communautaire transformée en centre d'alphabétisation et des Daaras.	Insuffisance en équipements et matériels didactiques Insuffisance et non fonctionnalité du CEM Absence d'école dans certains villages enclavés et de cantines scolaires. Faible scolarisation et maintient des filles. Absence de programmes pertinents d'alphabétisation. Absence de structures de formation professionnelle, et d'établissements franco arabe. Absence de structures de prise en charge de la petite enfance	Acquisition des équipements et matériels didactiques. Formation des enseignants. Création de CEM et remplacement des abris provisoires Construction d'écoles dans les villages en nécessité. Création de case des tout petits et d'écoles maternelles Création de cantines dans les écoles. Sensibilisation des APE. Redynamisation des APE. Construction de centre d'alphabétisation. Formation des facilitateurs. Sensibilisation des populations. Construction de centres de formation fonctionnels. Construction de Daaras modernes.
SANTE & ACTION SOCIALE	2 Poste de santé, 15 Cases de santé, 7 maternités et 1 maternité communautaire,1 dépôt pharmacie Intervention efficace des partenaires comme l'ASRADEC/ MDM/PARTENARIAT	faiblesse du taux de couverture sanitaire. Manque de moyen d'évacuation et difficultés d'approvisionnement en médicaments Manque de sensibilisation. Comités de santé peu fonctionnels	Construction de postes et cases de santé équipés. Redynamisation et dotation des cases de santé de médicaments. Bonne formation des matrones, ASC et auxiliaires. Formation des animateurs relais en information/éducation/communication (I.E.C.). Dotation des postes et cases de santé de moyen d'évacuation Création de dépôts pharmaceutiques
PECHE	-le fleuve Sénégal sur une longueur de 16 km -le fleuve Doué sur un parcours de 16 km -le fleuve Gayo sur 17 km	Faible productivité Accès difficile aux crédits et équipements	Lutter contre l'insuffisance des crues Lutter contre la perturbation des cycles de reproduction Promouvoir le respect du code de la pêche Promotion de la pisciculture, des bassins de rétention et des lacs artificiels Création d'une mutuelle des pêcheurs Plaidoyer pour l'ouverture de lignes de crédits par les partenaires pour les pêcheurs
FEMME, JEUNESSE, CULTURES ET SPORT	Existence de l'espace, l'électricité et du fleuve d'ASC, d'un foyer des jeunes et de terrains de foot	Inexistence d'infrastructures et d'équipements sportifs et loisirs Inexistence d'AGR Insuffisance d'équipements d'allégement des travaux domestiques	Clôturer les terrains de foots Achèvement et équipement du foyer des jeunes Création de la case des touts petits Adapter les subventions des ASC à leurs besoins Créer des AGR pour les jeunes Plaidoyer pour l'ouverture de lignes de crédits par les partenaires Plaidoyer pour l'ouverture de lignes de crédits et la promotion par les partenaires pour l'acquisition d'équipements adéquats pour l'allégement des travaux domestiques Plaidoyer pour l'accès des jeunes au FNPJ

VI.4. ORIENTATIONS ET LIGNES D'ACTION

- Selon le Plan Régional de Développement intégré (PRDI) le développement économique, social et culturel doit être surtout basé sur l'exploitation rationnelle des ressources agro sylvo-pastorales, environnementales et hydrauliques par la promotion des ressources humaines à partir de la communication et le renforcement des capacités.
- Ces grandes orientations du PRDI sont en concordances avec les perceptives du PLD de Gamadji Saré.
- Ces perspectives du PLD de Gamadji sont articulées avec des orientations stratégiques qui dégagent des axes pour répondre à tous les besoins, nombreux, identifiés à travers le diagnostic avec une bonne planification des actions réalisables avec les ressources financières couvrant les domaines évoqués.

VI.4.1. Axes stratégiques de développement

Il s'agit maintenant sur la base de caractéristiques spécifiques des différents zones regroupées de définir les objectifs de développement des trois zones éco géographiques (Waalo, Intermédiaire et Jeeri) de la communauté rurale à porté des acteurs locaux et qui prennent en compte les possibilités offertes par le milieu.

Ainsi, à la lumière de ce qui précède, les objectifs suivant ont été retenus pour la CR de Gamadji Saré :

1. *Promouvoir l'aménagement de l'espace rural*
2. *Améliorer la sécurité alimentaire*
3. *Améliorer la gestion des ressources naturelles et l'environnement*
4. *Diversifier les sources de revenus*
5. *Faciliter l'accès aux infrastructures et services sociaux de base*
6. *Renforcer la capacité des acteurs locaux.*

AXES PRIORITAIRES	OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT	OBJECTIFS SPECIFIQUES
La promotion et l'intégration du tissu économique	OD1 : Promouvoir l'aménagement de l'espace rural	OS1 : Désenclaver les zones
	OD2 : Améliorer la sécurité alimentaire	OS 1 : Accroître la production agricole.
		OS 2 : Améliorer la productivité de l'élevage dans la CR.
		OS 3 : Redynamiser la pêche.
		OS 4 : Valoriser les produits locaux.
	OD3 : Améliorer la gestion des ressources naturelles et l'environnement	OS 1 : Lutter contre la dégradation des ressources naturelles.
		OS 2 : Rationaliser l'utilisation de l'espace communautaire
	OD4 : Diversifier les sources de revenus	OS 1 : Promouvoir l'artisanat
		OS2 : Promouvoir des activités de jeunesse
		OS3 : Promouvoir le commerce
Le développement des ressources humaines et la qualité de la vie	OD 1: Faciliter l'accès aux infrastructures et services sociaux de base	OS1 : Accroître l'accès à l'éducation formelle et informelle
		OS2 : Améliorer l'accès aux services sanitaires
		OS3 : Améliorer le taux de couverture des besoins en eau
		OS4 : Promouvoir les infrastructures et équipements pour les femmes et les jeunes
		OS5 : Améliorer et sécuriser l'habitat rural
La Gouvernance locale et la Citoyenneté	OD1 : Renforcer les capacités des acteurs locaux	OS1 : Renforcer les capacités d'intervention du conseil rural et des OCB
		OS2 : Promouvoir la concertation locale

VI.4.2. La programmation des actions 2010/2015

Axe 1 : La promotion et l'intégration du tissu économique

Objectifs spécifiques	Actions	Localisation	Total	PROGRAMMATION					
				AN 1	AN 2	AN 3	AN 4	AN 5	AN 6
OG 1: Promouvoir l'aménagement de l'espace rural									
OS1 : Désenclaver les zones	Mise en œuvre du POAS	Conseil Rural	1	1					
	Réalisation de pistes de production	Axes : Gamadji-Bombodé- Namarel-Yoli (90Km); Namarel-Lomboul Thiély-Ouromaley (80Km) ;Gamadji-Thiélao-Copé (30Km)	PM		1	1	1		
	Installation d'un bac motorisé sur le Gayo	Axe : Thiélao-Copé	PM		1				
	Réalisation d'un pont sur le Doué	Axe: Gamadji-Thiélao	PM		1				
TOTAL									
OG 2: Améliorer la sécurité alimentaire									
Objectifs spécifiques	**Actions**	**Localisation**	**PROGRAMMATION**						
			total	**AN 1**	**AN 2**	**AN 3**	**AN 4**	**AN 5**	**AN 6**
OS 1 : Accroître la production agricole	Vulgarisation des semences à cycle court	Zone du Jeeri.	1	1					
	Appui et implantation des périmètres maraîchers	Zones du Jeeri, Waalo et Jeejéngol	3	1	1	1			
	Sécuriser les zones de culture	Tous les villages dotés de PIV (20 PIV)	20		4	4	4	4	4
	Sensibilisation et lobbying auprès de la SAED et de l'OMVS pour les crues	Par le Conseil Rural et le Conseil Régional	2		1			1	
	Aménagement de cuvettes irriguées	Gamadji	1	1					
	Aménagement de PIV de 30 ha	Thiélao	1	1					
	Doter les PIV de GMP, Matériel, Intrants)	les villages dotés de PIV	20	4	4	4	4	4	
	Construction de Magasins d'approvisionnement en intrants et produits phytosanitaires	Gamadji, Thiélao, Namarel et Ouromaley	4		1	1	1	1	
	Mise en place d'un système d'épargne et de crédit	Gamadji	1		1				

	Formation des exploitants aux techniques de surveillance et de lutte phytosanitaire	CR	1		1				
	Information et sensibilisation des producteurs sur les financements existants	CR	1	1					
Objectifs spécifiques	**Actions**	**Localisation**	**PROGRAMMATION**						
			total	**AN 1**	**AN 2**	**AN 3**	**AN 4**	**AN 5**	**AN 6**
	Mise en défens des pâturages	Namarel, Gamadji, Thiélao, Ouromaley	4	1	1	1	1		
	Aménagement d'aires de cultures fourragères	CR	4		2	2			
	Renforcement des capacités organisationnelles des éleveurs	CR (associations éleveurs)	2	1				1	
	Sensibilisation et information des éleveurs sur les campagnes de vaccination	CR	1	1					
	Construction de magasins de vente d'aliments de bétail et de dépôts pharmaceutiques (médicaments et vaccins)	Gamadji, Namarel, Thiélao, Ouromaley	4	1	1	1	1		
	Appui pour installation des vétérinaires privés	Gamadji, Thiélao et Ouromaley, Namarel	4	2	2				
	Formation des relais vétérinaires	Namarel, Gamadji	1	1					
	Construction de parcs à vaccination	Gamadji, Thiélao, Ouromaley-Namarel	4	1	1	1	1		
	Formation des éleveurs aux techniques d'insémination artificielle	Gamadji, Thiélao, Ouromaley-Namarel	4	2	2				
	Mise en place de projets d'insémination artificielle	Gamadji, Namarel, Ouromaley, Thiélao	4		1	1	1	1	
	Construction d'abattoirs	CR	1				1		
	Construction de foirails aménagés	CR	1				1		
	Mise en place de comité de veille au niveau des forages (10 personnes /comité)	CR	23						23
	Initiation de projet de pisciculture	Gamadji, Dembé	2			1	1		

OS 3 : Redynamiser la pêche.	Création de magasins de vente d'équipements et de matériels de pêche en exploitant la ligne de crédit de l'AND de la pisciculture	Gamadji, Dembé	2				1	1	
OS 4 : Valoriser les produits locaux.	Mise en place de chambre froide pour le mareyage	Gamadji, Dembé	2			1	1		
	Création de petites unités de transformation agricoles	Namarel, Ouromaley, Gamadji et Thiélao	4		1	1	1	1	
	Création de petites unités de transformation de la production laitière	Namarel, Ouromaley, Gamadji et Thiélao	4			2	2		
TOTAL									
OG 3: Améliorer la gestion des ressources naturelles et l'environnement									
	Mise en place de pépinières villageoises.	Gamadji,Thiélao, Namarel et Ouromaley	4	1	1	1	1		
	Réhabilitation de pare-feu.	Zones Jeeri	1	1					
	Réalisation de nouveau pare-feu.	Zones Jeeri	1		1				
	Dotation en équipement, matériels de lutte contre les feux de brousse.	Tous les villages du Jeeri				1			
	Formation des opératrices en organisation et en gestion	CR	1	1					
OS 2 : Rationaliser l'utilisation de l'espace communautaire	Information, sensibilisation et lobbying auprès des intervenants dans la CR, réalisation d'études et plans concentrés	CR	1		1				
	Aménagement de 4 dépôts d'ordure en vue de leur traitement	Gamadji, Namarel, Thiélao et Ouromaley	4	1	1	1	1		
TOTAL									
OG 4 : Diversifier les sources de revenus									
OS 1 : Promouvoir l'artisanat	Ouverture de ligne de crédit pour les artisans de la CR.	CR	1		1				
	Création d'un centre artisanal.	CR	1					1	
	Création d'un centre de formation professionnel et polyvalent.	CR	1				1		
OS2 : Promouvoir des activités de jeunesse	Mise en place de 10 pôles agricoles	CR	10		2	2	2	2	2
	Mise en place de 2 ateliers écoles	CR	2			1	1		
OS3 : Promouvoir le commerce	Mise en place de marché hebdomadaire	Gamadji, Namarel	2					1	1
TOTAL									

Axe 2 : Le développement des ressources humaines et la qualité de la vie

Objectifs spécifiques	Actions	Localisation	Total	PROGRAMMATION					
				AN 1	AN 2	AN 3	AN 4	AN 5	AN 6
OG 1: Faciliter l'accès aux infrastructures et services sociaux de base									
OS1 : Accroître l'accès à l'éducation formelle et informelle	Construction de 15 écoles primaires.	Hameth, Bokyndoula, Gourel Boky, Fambal, Sinthiou Ourombaye, Ouro Doulo, Loumbol Coba, Naydé, Wélingara, Sarpoly, Fodé Alwar, Loumbél	18	3	3	3	3	3	
	Construction de bibliothèques scolaires équipées de salles informatiques avec connexion à l'internet	Yoli, Gamadji, Namarel, Thiélao, Ouromaley, Alwar	6	3	3				
	Construction de 15 salles de classes.	Tous les villages avec des écoles à cycle incomplet	15	5	2	2	2	2	2
	Remplacement de 15 abris par des salles de classe	Tous les villages avec des écoles en disposant	15	5	2	2	2	2	2
	Mise en place de 4 cantines scolaires	Ecoles n'en disposant	4	4					
	Construction de CEM	Gamadji, Namarel		1	1				
	Construction de mur de clôture pour 18 écoles	Tous les villages ne disposant pas d'écoles clôturées	18	3	3	3	3	3	3
	Construction de 10 latrines	Tous les villages avec des écoles sans Latrines	10	2	2	2	2	2	
	Construction de 5 blocs sanitaires	CR	5	1	2	2			
	Construction de 2 blocs administratifs	Aba(1); Kadione(1)	2	2					
	Dotation en boites de pharmacie des 32 établissements	CR	32	8	8	8	8		
	Mise en place de programme d'alphabétisation	Gamadji, Thiélao, Ouromaley et Namarel	4		1	1	1	1	
	Construction d'une case des tout petits	Gamadji	1		1				
	Construction d'écoles maternelles	Gamadji, Thiélao, Ouromaley et Namarel	4		1	1	1	1	
	Formation des relais	Villages avec centre d'alphabétisation.	4		1	1	1	1	
	Appui financier aux « Dahras » (écoles coraniques).	Villages concernés							

OS2 : Améliorer l'accès aux services sanitaires	Construction de 5 cases de santé	Dembe, Thialma, Lahéne, Diaw et Loumboul Thiély, Bida	6	2	1	1	1	1	
	Réhabilitation de cases de santé	Boubideym, Copé, Korkadiéli et Ouromaham	4		2	2			
	Equipement de 20 cases de santé	CR	20	12	2	2	2	2	
	Construction de postes de santé	Thielao	1		1				
	Equipement de postes de santé	Namarel	1	1					
	Formation et recyclage des ASC et des matrones	Tous les villages avec matrones et ASC	1	1				1	
	Dotation en médicaments essentiels	Tous les postes de santé	16	2	2	3	3	3	3
	Création de dépôts de pharmacie (médicaments et vaccins)	Namarel	1		1				
	Formation de 23 comités de santé	CR	1	1					
	Appui à la formation de volontaires pour la vaccination.	CR	PM						
	Mise à disposition d'une ambulance	Gamadji, Namarel, Thiélao,	3		1	1	1		
OS3 : Améliorer le taux de couverture des besoins en eau	Réalisation de puits neufs (hauteur max 70m)	Alwar,Ouromaham, Diara,Bombodé, Kadiolel, Sarpoly, Wélingara, Naydé, Wiwandou	9	1	2	2	2	2	
	Réalisation de forages neufs	Diara, Dembé, Sinthiou, Mboundouway, Namardé, Kadione, Béwédji, Wendoudiamy, Loumboul Thiély, Ouromaley, Bida	11	1	2	2	2	2	2
	Réalisation de puits-forages	Gamadji, Thiélao, Namarel,	3	1	1	1			
	Achèvement de puits	Kadione, Bewedji et Wendoudiamy	3	1	1	1			
	Extension du réseau d'AEP	Gamadji Saré	1	1					
	AEMV-Forage	CR	1	1					
	Réhabilitation ouvrage captage/vallée	CR	1	1					
	Electrification des moyens d'exhaure des points d'eau	Tous les villages disposant de Forages et puit-forage	23	3	4	4	4	4	4
	Formation d'ASUFOR	Tous les villages avec points d'eau	23	23					
	Réhabilitation des mares	Wendou Edy, Wendou Isssy, Wendou Thiaroudji, Petone, Wendou Diamy, Béwédji, Mbaha, Bouby Ndyam (Gasset), Mbelgane, Namardé, Loubel, Boky Ndoula, Mbelogne, Naydé et Louboul Thiély	13	3	3	3	3	3	
	Réalisation des bassins de rétention d'eau	Bafaly, Wiwano, Lalowy	3			1	1	1	

OS4 : Promouvoir les infrastructures et équipements pour les femmes et les jeunes	Redynamisation des ASC	CR	27	27					
	Accompagnement des groupements pour une reconnaissance juridique	CR	PM						
	Construction de foyer des jeunes et des femmes	Gamadji, Bokindoula	2	1		1			
	Construction d'un plateau sportif	Gamadji	1				1		
	Aménagement de terrains de foot	Gamadji, Thiélao, Ouromaley, Namarel	4				2	2	
	Dotation de moulins	Aux GPF dynamiques de toutes les zones (2 par zone)	8		2	2	2	2	
	Information et sensibilisation des jeunes sur le financement	CR	1	1				1	
	Organisation de tournois sportifs	CR	5		1	1	1	1	1
	Organisation de journées culturelles de la CR	CR	PM						
	Organisation d'animations culturelles et appui aux initiatives	CR	PM						
	Organisation de séances de jeux traditionnels	Toutes les zones	PM						
OS5 : Améliorer et sécuriser l'habitat rural.	Digues de protection des villages	CR	PM						
	Extension réseau téléphonique	CR	PM						
	Extension couverture radios (Privés, RTS)	CR	PM						
	Création d'une radio communautaire	Gamadji, Thiélao	PM						
	Extension du réseau électrique	CR	PM						
TOTAL									

Axe 3 : La Gouvernance locale et la Citoyenneté

OS1 : Renforcement de capacités d'intervention des acteurs de la CR					
Domaines	Formations exprimées	Cibles	Effectifs à former	Opérateurs intervenants	Nombre sessions
Santé	Formation des matrones	Les matrones des cases et postes de santé de la CR	23	District de Ndioum	2
	Formation des membres de comités de santé	Membres de comités de santé des postes et cases de santé de la CR	230	District de Ndioum	10
	Recyclage des ASC	ASC des postes santé de la CR	3	District de Ndioum	1
Eau potable	Formation au fonctionnement des ASUFOR	Les membres des comités de gestion des forages et puits hydrauliques	230	Brigade hydraulique de Ndioum	10
	Formation des comités de gestion des forages en technique de suivi et entretien des forages et puits hydrauliques	Les membres des comités de gestion des forages et puits hydrauliques	230	Brigade hydraulique de Ndioum	2
Agriculture	Programmes d'alphabétisation des membres des OP	Les 48 OP	480	FSD, AVC, Kawral	10
	Programme de formation en organisation et gestion des OP	Responsables des 48 OP	48	FSD, AVC, Kawral	2
	Formation en techniques de conservation et transformation produits agricoles – Transformation légume	YELLITARE MOUNDOUWAYE	20	SAED, FSD, AVC, PIP, CGER, ANCAR	1
	Formation en techniques de conservation et transformation produits agricoles – Transformation laitière	KOYLI GOTTI DOW ; GIE MAMA DJIBY BEWEDJI	40	SAED, FSD, AVC, PIP, CGER, ANCAR	1
	Formation à l'arboriculture	GIE KORMAKA NDIAYE ; GIE AGRET ; GIE DIOGADINE DEMBA ; GIE ELHADJI MAMA AW ; BOABE YUMA ; GIE ALWAR ;	60	ANCAR, Partenaires	2
	Formation au greffage jujube	JEUNESSE NAMAREL ; GIE AGRET ; KORMAKA NDIAYE ; GIE DIARRA	40	ANCAR, Partenaires	1
	Formation à la production de semences de qualités en riz, oignon et mais	ALWAR 2000 ; AGRET ; DIAGODINE DEMBA ; GIE NAWNOU ; YELLITARE MOUNDOUWAYE	50	ANCAR, Partenaires	2
Elevage	Formation des relais vétérinaires	Relais vétérinaires de la CR	26	Service élevage et Partenaire	1
	Renforcement de capacités des organisations d'éleveurs	BAMTARE GAMADJI ; GIE éleveur de Gamadji ; GIE SADIO AWA BA ; GIE BIBE YOUMA ; GIE ELEVEUR OUROMALEY ; OP MOUNIAL OUROMALEY ; SECTION WIWANOU ; AVD HANDOU HOREMA ; GIE DIOM BOULEL ; AFER NORD ; GIE AORET ET GIE NAWNOU	120	Service élevage et Partenaire	4

	Formation en embouche et insémination artificielle	BAMTARE GAMADJI ; GIE éleveur de Gamadji ; GIE SADIO AWA BA ; GIE BIBE YOUMA ; GIE ELEVEUR OUROMALEY ; OP MOUNIAL OUROMALEY ; SECTION WIWANOU ; AVD HANDOU HOREMA ; GIE DIOM BOULEL ;	90	Service élevage, et Partenaires	3
	Formation en aviculture	AFER NORD ; GIE AORET ET GIE NAWNOU	30		3
Pêche	Formation sur les nouvelles techniques de pêche continentale (pisciculture) et le code de la pêche	DEMBAYE GUOYE ; GIE PECHEUR DEMBE ; GIE LAHEL (ABLAYE DIOP) ; GIE SADIO HAWA ; GIE DIAGODINE DEMBA	50	Service départemental de la pêche	2
Artisanat	Renforcement des capacités techniques et managériales des artisans	GPF BOKY NDOULA ; GPF GAMADJI SARE ; SECTION WIWANOU ; GPF BAMTARE DIANELLE ; GIE ALWAR 2000 ; GPF THIELAO ; GPF DIOKARE ENDAM ; GIE ALWAR LAHEL ; GPF FONDE ALWAR ; GPF MOUNDOUWAYE YELLITARE ; GPFNGANE VILLAGE	110	CR, FSD, CGER, AVC Expert en management organisationnel	10
	Formation en couture	GPF BOKY NDOULA ; GPF GAMADJI SARE	20		2
	Formation en teinture	SECTION WIWANOU ; GPF BAMTARE DIANELLE ; GIE ALWAR 2000 ; GPF THIELAO ; GPF DIOKARE ENDAM ; GIE ALWAR LAHEL ; GPF FONDE ALWAR ; GPF MOUNDOUWAYE YELLITARE ; GPFNGANE VILLAGE	90	Partenaires	9
	Formation en transformation savon	SECTION WIWANOU ; GPF BAMTARE DIANELLE ; GIE ALWAR 2000 ; GPF THIELAO ; GPF DIOKARE ENDAM ; GIE ALWAR LAHEL ; GPF FONDE ALWAR ; GPF MOUNDOUWAYE YELLITARE ; GPFNGANE VILLAGE	90	Partenaires	9
Jeunesse, sport et loisir	Formation des Responsables des ASC sur la gestion et la structuration (interne et avec les autres organisations)	Les représentants des 27 ASC	27	CGERF, Kawral	1
Environnement Gestion des ressources naturelles	Renforcement des capacités en gestion des ressources naturelles et en planification environnementale	Commission environnement	5	Eaux et forêts	1
	Formation aux techniques de lutte contre les feux de brousse	Les 6 sections villageoises et Les CLCFB de tous les villages	290	Eaux et forêts	5
	Formation sur les technologies de lutte contre l'érosion du sol	Commission environnement	5	SAED	1
Energie et changement climatique	Formation aux techniques d'énergies renouvelables	Commission environnement	5	ENDA TIERS MONDE	1
	Formation aux techniques de prévention au changement climatique	Commission environnement	5	ENDA TIERS MONDE	1
Genres et Personnes vulnérables	Mise en place des projets d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes	120 GPF	600	FSD, AVC, Kawral	10

	Formation des femmes sur les nouvelles technologies appropriées	120 GPF	600	ENDA TIERS MONDE	10
OCB	Renforcement des capacités en lobbying/plaidoyer/communication des OCB, des ASC	120 GPF ; 48 OP ET 27 ASC	390	Expert en communication et plaidoirie et Partenaires	10
Elus	Formation des commissions techniques sur leurs missions	Les commissions techniques de la CR	46	Expert en décentralisation et développement local, Partenaires	10
	Renforcement de capacités des conseillers de la zone en rapport avec leur mission, rôles et responsabilités.	Les conseillers	46	ARD, FSD, Consultants Expert en décentralisation et développement local	2
	Formation pour la maitrise des textes de la décentralisation	Les conseillers	35	Expert en décentralisation et développement local, Partenaires en alphabétisation	1
	Formation en planification locale	La CEP	10	Expert en décentralisation et développement local, Partenaires en alphabétisation	1
	Formation en gestion du système pastorale	Les 46 conseillers, les 48 OP des éleveurs et des agriculteurs	144		6
Cadres de concertation	Renforcement capacités des cadres concertation sur leur fonctionnement	Les membres des cadres de concertation	Pas encore de cc	Expert en gestion organisationnelle et développement local, Partenaires	1

OS2 : Promouvoir la concertation locale par une communication participative				
Domaines	**Besoins de communication exprimés**	**Action de communication à réaliser**	**Acteurs**	**Mode de communication**
Santé	Difficultés d'accès aux soins	Information sur les systèmes de prévoyance sociale pour les ruraux	Etat, CR, Chefs de villages Animateurs	Radio rurale Réunions publiques
Eau potable	Comités de gestion des forages non fonctionnels et non rentables	Sensibilisation pour création des ASUFOR agrées	Brigade Hydraulique de Ndioum Chefs de villages Membres comités	Réunions
Agriculture	Insuffisance de crue (durée très réduite)	Information autorité pour une gestion efficace des lâchages d'eau des barrages	Etat	Journaux Radio Télévision
	Conditions climatiques défavorables à la culture	Information sur les dangers liés aux changements climatiques	Services de l'état concernés	Affiches, Radio Télévision, Réunions
Elevage	Manque de technicité et d'information sur l'élevage intensif	Sensibilisation auprès des éleveurs pour l'instauration d'un élevage de type intensif Sensibilisation pour la cession d'une partie du patrimoine animal après l'hivernage (diversification)	Services de l'élevage Les responsables des organisations d'éleveurs Les relais	Jeux de rôles Simulations Radio Sketchs télévision
	Divagation des animaux	Information aux populations sur le PAOS et concertation entre producteurs et éleveurs	CR, SAED, les chefs de villages, représentants d'éleveurs et agriculteurs	Réunions villages ou quartiers Affiches
	Insécurité et vol de bétail	Sensibilisation sur le marquage des bovins, l'application du PRONIB et la pratique de l'insémination artificielle	CR, Service élevage, les chefs de villages, représentants d'éleveurs	Réunions Radio Crieurs traditionnels
Pêche	Utilisation du matériel de pêche non autorisé	Sensibilisation pour le respect des instructions sur l'utilisation des filets	CR, Chef de service eaux et forêts	Crieurs traditionnels Radio
Jeunesse, loisirs, sports	Manque d'informations sur les grands programmes nationaux pour les jeunes	Sensibilisation des jeunes sur l'existence des Fonds nationaux de la promotion des jeunes (FNAEJ, du FNPJ et de l'ANEJ).	Chef de service Les représentants des jeunes Les responsables des structures de jeunes	Radio, Journaux, Réunions Conférences Documentation

	Chômage galopant des jeunes	Programme de conscientisation des jeunes sur les méfaits de la migration clandestine et l'usage de la drogue.	Chef de service, Les représentants des jeunes Les responsables des structures jeunes	Radio, Journaux, Réunions Conférences Documentation
	Manque de coordination entre les ASC et avec les organisations départementales et régionales	Information des ASC des opportunités de relation avec les autres organisations départementales	Chef de service, Les représentants des jeunes Les responsables des structures de jeunes au niveau départemental ou national	Radio Journaux Réunions Conférences Documentation
Environnement Gestion des ressources naturelles	Agression des brousses	Conscientisation sur les arrêtés d'interdiction du CR Sensibilisation pour mise en œuvre de programmes reboisement dans les villages	Conseillers, Chefs de village Représentants des jeunes Villageois	Crieurs Réunions dans les villages ou quartiers Sketchs
	Inondations des villages pendant la crue	- Information sur le programme de gestion des inondations	Autorités, CR	Atelier Lettre d'information
Personnes vulnérables	Difficulté d'affectation de terres pour les femmes	Sensibilisation la CR pour une affection des terres aux femmes	Autorité administrative Conseillers, Chefs de village Représentants de femmes	Radio, Réunions Conférences Documentation
	Manque d'encadrement des handicapés et de relation avec l'extérieur	Information sur des opportunités nationales des handicapés	Autorité administrative Conseillers, Chefs de village Représentants d'handicapés	Radio, Réunions Conférences Documentation
	Manque d'information des femmes	Information sur des opportunités nationales des femmes et des touts petits	Autorité administrative Conseillers, Représentants de femmes, Chefs de village	Radio, Réunions Conférences Documentation Radio
	Manque d'information pour les personnes âgées	Information sur des opportunités nationales des personnes âgées	Autorité administrative Conseillers, Chefs de village Représentants des vieux	Radio, Réunions Conférences Documentation
OCB	Manque de capacités des OCB	Sensibilisation pour la création de filières	Autorité, CR, services, les chefs de villages, représentants d'OCB	Réunions Conférences Documentation
CR	Manque de communication entre la CR et les populations	La mise en place de cadres de concertation CR, villages, zones	Autorité, CR, services, les chefs de villages, notables et villageois	Débats, Restitutions, Réunions Diffusion

VI.5. EVALUATION FINANCIERE ANNUELLE DES ACTIONS PAR DOMAINES

Domaines	Actions	ANNEES (milliers)						
		2010	2011	2012	2013	2014	2015	Coût total
EDUCATION	Construction de 15 écoles primaires.	18000	18000	18000	18000	18000		90 000
	Construction de bibliothèques scolaires équipées de salles informatiques avec connexion à l'internet	24000	24000					48 000
	Construction de 15 nouvelles salles de classes.	26 250	10 500	10 500	10 500	10500	10500	78 750
	Remplacement de 15 abris par des salles de classe	26 250	10 500	10 500	10 500	10500	10500	78 750
	Mise en place de 4 cantines scolaires	8 000						8000
	Construction de mur de clôture pour 18 écoles	18 000	18000	18000	18000	18000	18000	108 000
	Construction de 10 latrines	2000	2000	2000	2000	2000		10 000
	Construction de 5 blocs sanitaires	1930	3860	3860				9650
	Construction de bloc administratif	3860						3860
	Dotation en boites de pharmacie des 32 établissements	4000	4000	4000	4000			16 0000
	Construction d'une case des tout petits		8000					8000
	Construction d'écoles maternelles		8000	8000	8000	8000		32 000
SANTE	Construction de 5 cases de santé	8500	8500	8500	8500	8500		42 500
	Réhabilitation de cases de santé		17000	17000				34 000
	Equipement de 20 cases de santé	18 000	3000	3000	3000	3000		30 000
	Construction de postes de santé		60 000					60 000
	Equipement de postes de santé	33 000						33 000
	Dotation en médicaments essentiels	2000	2000	3000	3000	3000	3000	16 000
	Création de dépôts de pharmacie (médicaments et vaccins)		12 000					12 000
	Mise à disposition d'une ambulance		10 000	10 000	10 000			30 000
HYDRAULIQUE	Réalisation de puits neufs (hauteur max 70m)	9000	18000	18000	18000	18000		81 000
	Réalisation de forages neufs	21120	422440	422440	422440	422440		232 320
	Réalisation de puits-forages	30 000	30 000	30 000				90 000
	Achèvement de puits	3000	3000	3000				9 000
	Extension du réseau d'AEP	10 000						10 000
	AEMV-Forage	27 5000						275 000
	Réhabilitation ouvrage captage/vallée	20 000						20 000
	Electrification des moyens d'exhaure des points d'eau	1500	2000	2000	2000	2000	2000	11 500
JEUNESSE CULTURE SPORT LOISIRS et	Construction de foyer des jeunes et des femmes	12 000		12 000				24 000
	Dotation de moulins		800	800	8000	800		6 400

PROMOTION DES FEMMES	Organisation de tournois sportifs		2000	2000	2000	2000	2000	10 000
	Aménagement de terrains de foot					1 200	1 200	2 400
ENVIRONNEMENT GESTION DE RESSOURCES NATURELLES	Mise en place de pépinières villageoises.	600	600	600	600			2 400
	Réhabilitation de pare-feu.	1000						1000
	Réalisation de nouveau pare-feu.		3000					3000
	Aménagement de 4 dépôts d'ordure en vue de leur traitement	4000	4000	4000	4000			16 000
	Réhabilitation des mares	3000	3000	3000	3000	3000		15 000
AGRICULTURE	Vulgarisation des semences à cycle court	4000						4000
	Appui et implantation de périmètres maraîchers	8000	8000	8000				24 000
	Sécuriser les zones de culture		8000	8000	8000	8000	8000	40 000
	Aménagement de PIV de 30 ha	8000						8000
	Doter les PIV de GMP, Matériel, Intrants)	4000	4000	4000	4000	4000		20 000
	Construction de Magasins d'approvisionnement en intrants et produits phytosanitaires		8000	8000	8000	8000		32 000
ELEVAGE	Construction d'abattoirs					6000		6000
	Construction de foirail aménagé					4000		4000
	Mise en place de comité de veille au niveau des forages (10 personnes /comité)						23 000	23 000
	Mise en défens des pâturages	4000	4000	4000	4000			16 000
	Aménagement d'aires de cultures fourragères		8000	8000				16 000
	Construction de magasins de vente d'aliments de bétail et de dépôts pharmaceutiques (médicaments et vaccins)	10 000	10 000	10 000	10 000			40 000
	Construction de parcs à vaccination	3000	3000	3000	3000			12 000
	Mise en place de projets d'insémination artificielle		12 000	12 000	12 000	12 000		48 000
PECHE	Initiation de projet de pisciculture			10 000	10 000			20 000
	Création de magasins de vente d'équipements et de matériels de pêche				8000	8000		16 000
	Mise en place de chambre froide pour le mareyage			8000	8000			16 000
EXPLOITATION FORESTIERE	Création de petites unités de transformation agricoles		7000	7000	7000	7000		28 000
	Création de petites unités de transformation de la production laitière			12000	12 000			24 000
COMMERCE	Mise en place de marché hebdomadaire					13 000	13 000	26 000
	TOTAL	**377 510**	**780 200**	**716 200**	**649 540**	**600 940**	**91 200**	**1 877 030**

VI.6. FINANCEMENT ACQUIS EN 2010

Secteurs	Action	Lieu d'implantation	intervenant	Total	%
Education	Construction de 4 salles de classe (extension)	Gamadji saré(2); Thielao (2)	FAST TRACK	19.760.000	
	Construction de 5 salles de classe (remplacement)	Aba(2); Kadione(3)	FAST TRACK	24.700.000	
	Construction de bloc administratif	Aba(1); Kadione(1)	FAST TRACK	3.860.000	
	Construction de bloc sanitaire	Aba(1)	FAST TRACK	1.930.000	
	Construction de mur de clôture	Namarel	PNDL	6.000.000	
		Yoli	PNDL	6.700.000	
	Construction de salles de classe (création)	CEM THIELAW	BCI	4.940.000	
	Construction de salles de classe (remplacement)	ALWAR	BCI	9.880.000	
		DIARRA	BCI	9.880.000	
		Namarel	BCI	9.880.000	
		THIALMA	BCI	9.880.000	
		Wouro Maham	BCI	9.880.000	
	Construction salle de classe	Mbélogne	PNDL	5.100.000	
	Electrification avec énergie solaire du CEM de Thiélaw	Thiélaw	Electricité sans Frontière(ESF) /CDFP de Podor	10.000.000	
	Remplacement de salle de classe	Bida	CR Saint-Louis	14.000.000	
Total Education				**146.390.000**	30%
Hydraulique	AEMV-Forage		PEPAM	275.000.000	
	Construction d'un forage à BIDA		Nord Pas De Calais	21.120.000	
	Equipement de forage		PNDL	5.000.000	
	Réhabilitation ouvrage captage		PEPAM	20.000.000	
Total Hydraulique				**321.120.000**	65%
Secteurs	**Action**	**Lieu d'implantation**	**intervenant**	**Total**	**%**
Santé	Construction et équipement de case de santé	Bida	CR Saint-Louis	10.000.000	
	Construction et équipement d'une case de santé	Wouro Maham	PNDL	6.000.000	
	Formation des ICP en MASs et MASc et en PCIMEc	gamadji Saré	Terre des Hommes	134.167	5%

	Formation des personnels communautaires en PCIME, sur le VIH SIDA etc.	CR Gamadji Saré	Terre des Hommes	2.016.000	
	Mise en place et fonctionnement des PTA dans les 13 Postes de santé et le CS de Podor	CR Gamadji Saré	Terre des Hommes	285.000	
	Sensibilisation sur la santé materno-infantile	CR Gamadji Saré	Terre des Hommes	5.201.722	
Total Santé				**23.636.889**	
Total général				**491.146.889**	100%

VI.7. FINANCEMENT A RECHERCHER : 717 875 000 FCFA.

VII. LES MECANISMES /STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI- EVALUATION DU PLD

Tout le cheminement de l'élaboration de ce PLD a mis en relief 2 enseignements fondamentaux :

- le développement local ne se fait pas en solo : aucun acteur, à lui tout seul, n'est capable de le porter, l'étendue et la complexité de son champ d'intervention requiert l'implication d'acteurs variés ;
- il ne se fait pas non plus avec les seules ressources financières de l'extérieur, fussent-elles des plus importantes ! La mobilisation et la participation des populations sont les premiers gages de réussite du PLD.

C'est au regard de ces éléments qu'il faut impérativement envisager la mise en œuvre du PLD.

VII.1. CONDUITE DU PROGRAMME

Le PLD est un programme complexe dont la mise en œuvre est porteuse de difficultés : des questions à incidences multiples et variées sont abordées ; des priorités sont établies et des choix opérés dans l'agencement des actions arrêtées ; toutes choses qui ne sont pas faciles à faire dans des situations de pénurie et de pauvreté quasi généralisées.

Malgré tout cela, il faut continuer à motiver les gens, à sauvegarder la cohésion sociale et faire des résultats en visant l'efficience maximum.

Pour aider à la conduite de ce programme, il est important de se doter de mécanismes et d'instruments qui jouent à la fois un rôle de balises mais également de tableau de bord ; cela se justifie d'autant que le développement local est une notion nouvelle pour beaucoup de ces acteurs qui y seront aussi en situation d'auto- apprentissage. Six mécanismes et instruments seront à notre sens, nécessaires pour cela :

- quatre mécanismes et instruments à usage interne : les Cadres de Concertation ; la Programmation des activités ; le Suivi et l'Auto- évaluation ;
- deux instruments externes : l'évaluation externe et l'audit des comptes.

VII.2. LES CADRES DE CONCERTATION

Les exigences de la conduite d'un PLD sont telles, qu'il est important d'organiser et d'institutionnaliser la concertation entre les acteurs internes concernés. Cela pourra se faire au travers de cadres de concertation qui seront des lieux d'échanges et de partage de l'ensemble des responsabilités concernant la conduite du PLD, jusqu'y compris dans la prise des décisions majeures et dans la gestion des ressources.

Cela nous semble capital si nous voulons que tous les acteurs se reconnaissent dans les choix arrêtés et les acceptent. Il appartiendra aux acteurs internes de déterminer les types de cadres de concertation à mettre en place, les critères d'accès à ces cadres de concertation et les modes de représentation.

Le Conseil Rural devra, en tant qu'acteur interne du PLD, être représenté dans les cadres de concertation ; cependant du fait de sa place particulière dans cette activité, il devra continuer à assumer sa fonction de supervision générale du programme.

VII.2.1. La programmation des activités

C'est une phase importante dans l'agenda annuel du PLD. C'est un exercice qui permet de déterminer, en partant des priorités préalablement identifiées mais aussi du contexte du moment, quelles sont les questions qu'on peut mieux faire avancer durant la période qui s'ouvre et pour cela quels sont les leviers à actionner.

Cet exercice permet de disposer d'un tableau de bord pour le suivi des activités et pour l'auto- évaluation ; cela va également faciliter le travail de supervision du Conseil Rural.

VII.2.2. Le suivi des actions

La mise en œuvre du PLD doit faire l'objet d'un suivi rigoureux ; c'est cela qui aidera à cerner les difficultés rencontrées voire à anticiper sur certaines en vue de leur trouver des solutions idoines. Cependant, pour que le travail de suivi soit efficace, il faudra :

- déterminer les aspects du travail qui feront prioritairement l'objet d'un suivi ;
- élaborer les outils de suivi ;
- définir les indicateurs de suivi ;
- arrêter un rythme de suivi ;
- définir une stratégie de suivi qui associe les populations.

VII.2.3. L'auto- évaluation

C'est une activité qui se réalise annuellement, notamment pendant les années où il n'est pas prévu d'évaluation externe. C'est une activité d'auto-bilan que réalisent les populations ; elle permet de faire le point sur le niveau et la qualité de l'exécution du PLD, et elle facilite la programmation future des actions à réaliser. C'est ce travail qui prépare la réunion annuelle de bilan organisée par les instances de pilotage du programme et qui sanctionne la fin de la campagne.

Quand elle est bien menée, cette activité aide les populations à garder la maîtrise du processus de mise en œuvre du PLD.

Au départ, pour bien conduire cette activité, il peut être utile que les populations se fassent appuyer dans cet exercice par un animateur externe qui maîtrise la démarche de l'auto-évaluation.

VII.2.4. L'évaluation externe

C'est le regard extérieur sur la conduite des activités ; de ce fait, il a son utilité dans la mesure où c'est une activité qui vient en complément aux autres moyens de suivi existants.

VII.2.5. L'audit des comptes

Il est indispensable que les comptes du programme soient audités chaque année. La première fonction de l'audit est de certifier les comptes du programme ; il permet, en outre, de rassurer tout le monde sur le fait que l'argent destiné aux populations a été bien géré, ce qui peut être une source de motivations supplémentaires pour les personnes qui y sont engagées.

VII.3. PARTENARIAT AVEC LES INTERVENANTS EXTERIEURS

C'est une composante importante dans la stratégie de mise en œuvre du PLD ; en effet beaucoup d'intervenants extérieurs sont présents dans la CR et tous cherchent tant bien que mal à apporter leur pierre à son édification ; ce qui constitue un avantage pour elle.

Pour le moment cet avantage présente beaucoup de faiblesses car ces organismes travaillent sans coordination ni synergie.

Pour transformer cet avantage en acquis, il est essentiel de mieux organiser cette intervention externe ; pour cela, il faudra :

1. faire du PLD la référence obligatoire pour toute intervention extérieure ;
2. définir des mécanismes souples mais clairs de concertation / coordination avec ces intervenants extérieurs. Ces mécanismes doivent être définis en relation avec les concernés et ils doivent faire l'objet d'une évaluation et d'un ajustement périodique ;
3. définir les modalités de suivi de cette collaboration.

CONCLUSION

L'élaboration de ce PLD a constitué un moment fort de mobilisation des populations de la CR de Gamadji Saré. S'il est évident que ce résultat ne garantit pas en soi le succès de l'entreprise, il n'en demeure pas moins un moment indispensable du processus de développement local car il en est un jalon essentiel.

Si le premier PLD constitue un essai, il s'agit maintenant de transformer cet essai par une mise en œuvre conséquente du nouveau PLD ; pour cela, il faudra que les acteurs internes de la CR prennent la mesure des défis et enjeux de ce PLD qui constitue un document de référence définissant les orientations stratégiques, les objectifs opérationnels et les actions prioritaires à réaliser.

Un des défis non moins essentiel à relever au cours de la mise en œuvre du PLD est celui de son appropriation par les populations. Certes, la mobilisation impulsée au moment de son élaboration participe de cette dynamique d'appropriation, mais elle reste insuffisante pour l'atteinte de cet objectif.

Pour relever ces défis, il faudra :

1. poursuivre l'implication des populations dans les processus d'affinement du PLD ;
2. renforcer la responsabilisation des acteurs internes dans la conduite du programme ;
3. donner du sens à la notion de participation citoyenne dans la mise en œuvre du PLD ; ce qui veut dire, entre autres, donner aux populations à la base des moyens de contrôle et de sanctions positives ou négatives des responsables ayant en charge cette mise en œuvre ;
4. promouvoir la transparence à tous les niveaux, l'équité et la justice sociale comme mode de gestion du programme, c'est-à-dire préconiser une bonne gouvernance.

Enfin le PLD doit opter dès le début pour un développement durable conformant ses décisions et actes aux principes évoqués ci-dessus.

ANNEXE : Fiches de quelques projets

FICHE DE PROJET N°1 : CONTRUCTION DE 30 SALLES DE CLASSE

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Eliminer les abris et augmenter les salles de classe Créer de bonnes conditions d'apprentissage des élèves Augmenter le taux de scolarisés et de réussite
Localisation	CR
Population cible	Elèves de l'école primaire
Durée du projet	2015
Coût global	151 720 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprise adjugée

FICHE DE PROJET N°2 : CONSTRUCTION DE 6 BIBLIOTHEQUES SCOLAIRES EQUIPEES DE SALLES INFORMATIQUES AVEC CONNEXION

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Créer de bonnes conditions d'apprentissage des élèves Renforcer les capacités des acteurs de l'école Améliorer les connaissances des élèves en linguistique et en informatique Augmenter le taux de scolarisés et de réussite
Localisation	Yolo, Gamadji, Namarel, Thiélao, Ouromaley, Alwar
Population cible	Elèves de l'école primaire
Durée du projet	2011
Coût global	48 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprise adjugée

FICHE DE PROJET N°3 : CONTRUCTION DE 18 MURS DE CLOTURE DES ECOLES

Promoteur du Projet :	Communauté rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Améliorer la sécurité de l'établissement Renforcer la sécurité des élèves Améliorer les conditions d'étude des élèves
Localisation	CR
Population cible	Les élèves de l'école primaire
Durée du projet	2015
Coût global	108 000 000FCFA
ARD, PNDL, Autres partenaires	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprise adjugée

FICHE DE PROJET N°4 : CONTRUCTION DE 05 BLOCS SANITAIRE DES ECOLES

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Renforcer l'hygiène et la salubrité dans les écoles Créer de bonnes conditions d'étude des élèves Améliorer le cadre de vie de l'école
Localisation	CR
Population cible	Elèves de l'école primaire
Durée du projet	2012
Coût global	9 650 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprise adjugée

FICHE DE PROJET N°5 : CONSTRUCTION DE BLOC ADMINISTRATIF

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Assurer la sécurité du materiel d'enseignement et la stabilité des enseignants et du directeur
Localisation	Thiélao
Population cible	Elèves et enseignants des établissements scolaires
Durée du projet	2010
Coût global	3 860 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprise adjugée

FICHE DE PROJET N°6 : CONSTRUCTION DE CLASSES POUR 15 NOUVELLES ECOLES PRIMAIRES

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Augmenter le taux de réussite et d'inscription Augmenter l'accès à l'éducation
Localisation	Hameth, Bokyndoula, Gourel Boky, Fambal, Sinthiou Ourombaye, Ouro Doulo, Loumbol Coba, Naydé, Wélingara, Sarpoly, Fodé Alwar, Loumbél
Population cible	Elèves
Durée du projet	2014
Coût global	90 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Opérateurs adjugés

FICHE DE PROJET N°7 : EQUIPEMENT DE 20 CASES DE SANTE

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Renforcer le taux d'accès aux soins primaires de santé Accéder les populations malades aux soins de proximité Augmenter la couverture sanitaire dans la CR
Localisation	CR,
Population cible	Populations en consultation dans les cases de santé
Durée du projet	2014
Coût global	30 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°8 : CONTRUCTION DE 05 CASES DE SANTE

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Renforcer le taux d'accès aux soins primaires de santé Accéder les populations malades aux soins de proximité Réduire le taux de mortalité dans les villages
Localisation	Dembé, Thialma, Lahéne, Diaw, et Loumboul Thiély
Population cible	Populations malades, en besoin de soins de santé
Durée du projet	2014
Coût global	42 500 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°9 : FONCAGE DE 03 PUITS FORAGES

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale Gamadji Saré
Objectif du Projet	Disposer de l'eau potable suffisante pour la boisson et les besoins domestiques Abreuver avec moindre difficulté les animaux Réduire l'accès aux maladies liées à l'eau infectée
Localisation	Gamadji, Thiélao et Namarel
Population cible	Les populations des localités, éleveurs
Durée du projet	2012
Coût global	90 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°10 : FONCAGE DE 09 NOUVEAUX PUITS ARTISANAUX

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale Gamadji Saré
Objectif du Projet	Augmenter les points d'eau pour la boisson et les besoins domestiques Abreuver avec moindre difficulté les animaux
Localisation	Alwar, Ouromaham, Diara, Bombodé, Kadiolel, Sarpoly, Wélingara, Naydé, Wiwandou,
Population cible	Populations, animaux
Durée du projet	2014
Coût global	81 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°11 : ADDUCTION D'EAU A PARTIR D'UN FORAGE

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale Gamadji Saré
Objectif du Projet	Augmenter les points d'eau pour la boisson et les besoins domestiques Desservir les villages environnements Réduire les maladies liées à la boisson de l'eau du fleuve
Localisation	Gamadji
Population cible	Les populations des localités, éleveurs
Durée du projet	2010
Coût global	10 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°12 : CONTRUCTION ET EQUIPEMENT DE FOYERS DE JEUNES

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Renforcer les infrastructures de jeunes dans la CR Développer les activités culturelles et de loisirs Initier les jeunes aux jeux de l'esprit et de développement de la capacité intellectuelle
Localisation	Gamadji et Bokindoula
Population cible	Les jeunes de la CR
Durée du projet	2012
Coût global	24 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°13 : AMENAGEMENT DE TERRAINS DE FOOTBALL

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Renforcer les infrastructures de jeunes dans la CR Développer les activités sportives
Localisation	Gamadji, Namarel, Thiélao, Ouromaley
Population cible	Les jeunes de la CR
Durée du projet	2014
Coût global	2 400 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°14 : CREATION DE PARCS DE VACCINATION DE BETAIL

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Réduire la mortalité animale Assurer les campagnes de vaccination de proximité
Localisation	Gamadji, Namarel, Thiélao et Ouromaley
Population cible	Les éleveurs et les groupes d'éleveurs
Durée du projet	2013
Coût global	12 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°15 : CREATION D'ABATTOIR

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Assurer la consommation de la viande saine et de qualité Organiser les opérations d'abattage dans les grands villages Réguler les prix d'achat et les quantités de viande vendus par les bouchers
Localisation	CR
Population cible	Les populations consommatrices de la viande
Durée du projet	2013
Coût global	6 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées

FICHE DE PROJET N°16 : MISE EN PLACE D'UNE UNITE DE TRANSFORMATION LAITIERE

Promoteur du Projet :	Communauté Rurale de Gamadji Saré
Objectif du Projet	Renforcer les revenus financiers des bénéficiaires Résorber les surplus de lait en hivernage et de cuir Inciter les éleveurs à s'orienter vers les races améliorées
Localisation	Gamadji, Thiélao, Namarel, Ouromaley
Population cible	Les éleveurs, les transformateurs et les consommateurs des produits
Durée du projet	2013
Coût global	24 000 000FCFA
Partenaires de mise en œuvre	ARD, PNDL, Autres partenaires
Maitre d'œuvre	Entreprises adjugées